

**- 2023 -**

# **ROB**

**RAPPORT  
D'ORIENTATION  
BUDGÉTAIRE**



Communauté de Communes  
de la Région de  
MOLSHEIM-MUTZIG

**Présentation en séance du  
Conseil Communautaire du 2 mars 2023**

---

# PREAMBULE

---

Conformément à l'article L2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, la présentation des Orientations Budgétaires de la Communauté de Communes de la Région de MOLSHEIM-MUTZIG (CCRMM) intervient dans un délai de deux mois précédant l'examen du Budget Primitif.

A ce titre, l'article 107 de la loi NOTRe du 7 août 2015 modifie les conditions de présentation du Débat d'Orientation Budgétaire puisqu'il doit faire l'objet d'un rapport comportant des informations énumérées par la loi.

Le Président de la Communauté de Communes de la Région de MOLSHEIM-MUTZIG doit présenter un Rapport sur les Orientations Budgétaires (ROB), les engagements pluriannuels envisagés, une présentation de la structure des dépenses et des effectifs (évolution prévisionnelle et exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail ainsi que sur la structure de la dette).

Ce rapport donne lieu à un débat. Celui-ci est acté par une délibération spécifique qui donne lieu à un vote et qui est ensuite transmise au représentant de l'Etat et aux Communes membres de la C.C.R.M.M. dans un délai de 15 jours à compter de son examen par le Conseil Communautaire.

Sur la base du Rapport d'Orientation Budgétaire présenté, le débat permettra à l'assemblée délibérante de discuter des Orientations Budgétaires de l'exercice et des engagements pluriannuels qui préfigurent les priorités du Budget Primitif et d'être informé sur l'évolution de la situation financière de la Collectivité.

Le Rapport d'Orientation Budgétaire 2023 sera débattu au Conseil Communautaire du **2 mars 2023**.

Le vote du budget primitif est programmé à la séance du 30 mars 2023. Les indications données dans ce document le sont à titre indicatif, basées sur des données estimées et donc susceptibles d'évoluer selon le débat d'orientation budgétaire.

Le ROB tient compte du contexte économique national et des orientations connues de la loi de Finances pour 2023, ainsi que de la situation financière locale. Dans un souci de meilleure compréhension, le présent rapport est organisé autour des trois parties suivantes :

- Le contexte général (international, national, collectivité et Projet Loi Finances (PLF) 2023),
- La situation et les orientations budgétaires de la collectivité
- les perspectives d'évolution

La préparation budgétaire 2023 est soumise aux aléas de l'actualité géopolitique et économique mondiale, source d'incertitudes majeures.

La devise reste la même : « *Accompagner les Communes, Agir pour la qualité de vie* ».

## Table des matières

PREAMBULE .....	1
CONTEXTE GENERAL : SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE.....	5
<b>Chiffres clés - Hypothèses macroéconomiques retenues pour 2023 :</b> .....	7
LES MESURES EN MATIERE DE RESSOURCES HUMAINES 2023 : .....	11
SITUATION ET ORIENTATIONS BUDGETAIRES DE LA COLLECTIVITE .....	13
I. <b>BUDGET PRINCIPAL</b> .....	15
1. <b>SECTION DE FONCTIONNEMENT</b> .....	15
1. <b>Recettes de fonctionnement</b> .....	15
1.1. LA FISCALITE .....	15
a. <b>Evolution des taux</b> .....	15
b. <b>Evolution prévisionnelle des bases</b> .....	15
c. <b>Evolution prévisionnelle des produits</b> .....	16
1.2. LES CONCOURS DE L'ÉTAT .....	16
1.3. LES PRODUITS DES SERVICES .....	17
1.4. LES TARIFS .....	17
➤ <b>ENTREES PISCINES</b> .....	17
➤ <b>TRANSPORT A LA DEMANDE</b> .....	18
➤ <b>TAXE DE SEJOUR</b> .....	19
➤ <b>BORNES DE RECHARGE POUR VEHICULES ELECTRIQUES</b> .....	19
1.5. LES RECETTES GLOBALES DE FONCTIONNEMENT.....	20
2. <b>Dépenses de fonctionnement</b> .....	20
2.1. DEPENSES DE PERSONNEL.....	20
a. <b>Evolution des charges de personnel</b> .....	20
b. <b>Evolution de la masse salariale</b> .....	21
c. <b>La structure et l'évolution des dépenses de personnel et des effectifs</b> .....	22
d. <b>Les avantages en nature :</b> .....	23
e. <b>Le temps de travail</b> .....	24
f. <b>Absentéisme</b> .....	24
g. <b>Rapport égalité Femmes / Hommes</b> .....	24
h. <b>Rémunérations</b> .....	25
i. <b>Déroulement de carrière 2022</b> .....	25
2.2. LES ELUS.....	25
2.3. SUBVENTIONS VERSEES .....	26
2.4. LES DEPENSES GLOBALES DE FONCTIONNEMENT .....	27
3. <b>Bilan</b> .....	28
3.1. L'ÉPARGNE DE LA CCRMM (BUDGET PRINCIPAL) .....	28
3.2. LA STRUCTURE GENERALE DU BUDGET - SECTION DE FONCTIONNEMENT .....	31
3.3. PRESENTATION PAR FONCTION : DEPENSES ET RECETTES DE GESTION.....	32
2. <b>Section D'INVESTISSEMENT</b> .....	40

1.	<b>Dette</b> .....	40
2.	<b>Recettes d'investissement</b> .....	40
3.	<b>Dépenses d'investissement</b> .....	41
4.	<b>Les prévisions 2023 : Une situation budgétaire qui permet de financer en 2023 l'ensemble des projets inscrits</b> .....	42
II.	<b>LES BUDGETS ANNEXES</b> .....	43
A.	<b>BUDGET AIRES D'ACCUEILS DES GENS DU VOYAGE</b> .....	43
1.	<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT</b> .....	43
1.	<b>Recettes de fonctionnement 2023</b> .....	43
1.1	LES TARIFS .....	43
1.2	LES PRODUITS DE RECETTES .....	44
2.	<b>Dépenses de fonctionnement 2023</b> .....	44
2.	<b>SECTION D'INVESTISSEMENT</b> .....	44
1.	<b>Recettes d'investissement 2023</b> .....	44
2.	<b>Dépenses d'investissement 2023</b> .....	44
B.	<b>BUDGET ZONES D'ACTIVITES</b> .....	47
1.1.	LA DETTE : .....	47
1.2.	LE RESULTAT PREVISIONNEL PAR ZONE 2022.....	47
1.3.	LA STRUCTURE GENERALE DU BUDGET ANNEXE « ZONES D'ACTIVITES » 2023 .....	47
C.	<b>BUDGET ASSAINISSEMENT</b> .....	49
1.	SITUATION BUDGETAIRE .....	49
1.1.	LA DETTE .....	49
1.2.	L'EPARGNE.....	50
1.3.	LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT .....	51
1.4.	LES RESULTATS .....	51
2.	LA STRUCTURE GENERALE DU BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT 2023.....	51
3.	PROJECTION PREVISIONNELLE 2023-2026 .....	52
3.1.	PROGRAMME PREVISIONNEL DES TRAVAUX <b>2023 – 2026 : PLUS DE 17.000.000 €</b> .....	52
3.2.	LES TARIFS.....	52
D.	<b>BUDGET EAU</b> .....	54
1.	SITUATION BUDGETAIRE.....	54
1.1.	LA DETTE .....	54
1.2.	L'EPARGNE .....	54
1.3.	LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT .....	55
1.4.	LES RESULTATS .....	55
2.	LA STRUCTURE DU BUDGET ANNEXE EAU 2023 .....	56
3.	PROJECTION PREVISIONNELLE 2023-2026 .....	57
3.1.	PROGRAMME PREVISIONNEL DES TRAVAUX <b>2023-2026 : PLUS DE 21 180 000 €</b> .....	57
3.2.	LES TARIFS.....	57
E.	<b>BUDGET ANNEXE DECHETS MENAGERS</b> .....	59

<b>III.</b>	<b>PERSPECTIVE D'EVOLUTION FINANCIERE</b> .....	60
<b>A.</b>	<b>LES ORIENTATIONS 2023</b> .....	60
<b>B.</b>	<b>PROGRAMMATION DES INVESTISSEMENTS 2023-2026</b> .....	60
<b>C.</b>	<b>PROJECTION PLURIANNUELLE 2023 – 2026</b> .....	61
<b>D.</b>	<b>PERSPECTIVES</b> .....	63

---

## CONTEXTE GENERAL : SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE

---

Sources : projet de la loi de finances pour 2023, dossier de presse PLF 2023 portant présentation générale du PLF, DOB 2023 Caisse d'EPARGNE, Rapport FMI.

L'année 2022 a été marquée par une **forte hausse de l'inflation**, due notamment à la **guerre menée par la Russie en Ukraine** et à la **hausse des prix de l'énergie**.

### PERSPECTIVE DE L'ECONOMIE MONDIALE : Un ralentissement de la croissance sur fond d'inflation record Un contexte économique toujours incertain

La reprise de l'économie mondiale après la pandémie de Covid-19 de 2021 s'est accompagnée de tensions fortes marquées par des difficultés d'approvisionnement et des hausses de prix (composants informatiques et électroniques, transports maritimes, matières premières, main-d'œuvre...). Autant d'éléments qui n'avaient pas été prévus, qui ont engendré et engendrent encore des difficultés dans la réalisation des différents projets publics et privés.

Depuis 2022, le déclenchement de la guerre en Ukraine a renforcé le surenchérissement des prix des matières premières, notamment sur les céréales, puis sur le gaz du fait de l'anticipation d'une rupture des approvisionnements en provenance de Russie.

Les facteurs imprévisibles que sont la guerre, la crise énergétique et le fort rebond de l'inflation participent à la morosité de l'économie mondiale.

Dans le monde entier, l'inflation a atteint en 2022 des sommets inédits depuis 40 ans.

Selon les prévisions, la croissance mondiale devrait ralentir de 3,4 % en 2022 à 2,9 % en 2023, avant de remonter à 3,1 % en 2024.

Le relèvement des taux d'intérêt par les banques centrales pour juguler l'inflation et la guerre menée par la Russie en Ukraine continuent de peser sur l'activité économique. La flambée de Covid-19 en Chine a freiné la croissance en 2022, mais la récente réouverture du pays permet d'envisager une reprise plus rapide que prévu.

L'inflation mondiale devrait décliner de 8,8 % en 2022 à 6,6 % en 2023 et à 4,3 % en 2024, mais continuera à dépasser les niveaux enregistrés avant la pandémie (2017–2019) d'environ 3,5 %.

Les risques de dégradation des perspectives économiques continuent de dominer (*Perspectives de l'économie mondiale janvier 2023-FMI*).

### - LE CONTEXTE ECONOMIQUE EUROPEEN : une année marquée par la crise énergétique

En Europe, les fortes révisions de croissance à la baisse s'expliquent par les retombées de la guerre en Ukraine, l'inflation, le manque de main d'œuvre et de resserrement de la politique monétaire.

Du fait de sa proximité géographique avec l'Ukraine et de sa dépendance aux hydrocarbures russes, l'Europe est la région la plus affectée par les répercussions économiques de la guerre, et notamment aux importantes difficultés d'approvisionnement énergétique. La zone Euro y fait face en tentant de diversifier géographiquement ses importations d'énergie, ce qui, à court-terme, n'a pu se faire que de façon limitée et particulièrement coûteuse.

L'inflation a été plus forte que prévue : elle a atteint 10,6 % en octobre avant de s'infléchir fin 2022 terminant à 9,2 % en décembre suite à la baisse des prix de l'énergie.

La prévision est de 5,7% en 2023 (*FMI*).

Confrontée à l'envolée de l'inflation conjuguée au durcissement des conditions monétaires, l'activité économique de la zone Euro a ralenti. Toutefois, le dynamisme des investissements a créé la surprise au 3<sup>ème</sup> trimestre tandis que la consommation des ménages s'est révélée relativement résiliente. Depuis, l'évolution des indicateurs avancés fin 2022 confirme la tendance de ralentissement de l'activité attendue.

Jugeant durable la hausse de l'inflation suite au déclenchement de la guerre en Ukraine, la Banque Centrale Européenne a débuté la remontée de ses taux directeurs en juillet avec une première hausse de 50 points de base (pb) suivie de deux hausses de 75 pb en septembre et octobre et une quatrième hausse de 50 pb en décembre.

## - LE CONTEXTE NATIONAL :

Après un rebond de l'économie particulièrement marqué en 2021, qui a fait de la France le grand pays européen où l'activité a le plus vite rattrapé son niveau d'avant la crise sanitaire, les confinements en Chine et l'invasion russe en Ukraine ont assombri les perspectives économiques, entraînant une forte hausse des prix des matières premières, un rebond des tensions d'approvisionnement et une augmentation de l'incertitude.

En moyenne, l'inflation française a été de 5,9 % en 2022 après 1,6 % en 2021.

Grâce aux mesures de lutte contre l'inflation (notamment par le déploiement de mesures de protection face à la hausse des prix de l'énergie : boucliers tarifaires, remise carburant...) adoptées par le gouvernement français, pour soutenir les ménages et l'économie, la hausse moyenne de l'inflation française s'est révélée en 2022 la plus faible de la zone Euro et bien inférieure à celle de 8,9 % enregistrée en moyenne en zone Euro.

Les finances publiques ont ainsi été largement mobilisées et se retrouvent dans une situation fortement dégradée.

La dette publique prévisionnelle devrait franchir les 3 000 milliards en 2023.

Aussi, la loi de finances s'inscrit dans un contexte économique qui s'assombrit en 2023

## Principales hypothèses macro-économiques associées à la LF 2023 :

Sources : Présentation Générale du PLF pour 2023

### LE PLF 2023 S'INSCRIT DANS UN CONTEXTE ECONOMIQUE DEGRADE

Source Dossier de Presse PLF 2023

Selon les premières estimations, la hausse de la TVA nationale attendue est de 9,6 % et les prévisions de croissance de 2,7 % en 2022 et de 1 % en 2023. L'inflation prévue par le gouvernement est de 5,3 % en 2022 et de 4,2 % en 2023. Le PLF 2023 augure une évolution des prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales : à périmètre constant ils devraient, en 2023, progresser de 672 millions d'euros par rapport à 2022. L'indice des prix à la consommation en novembre 2022 est estimé à +6,8 % ; c'est à partir de cet indice que la revalorisation des bases fiscales est calculée.

- **Un déficit public stabilisé en dépit des mesures de soutien aux ménages et aux entreprises face à la hausse des prix**

Au total, après avoir atteint un niveau inédit de 9,0 % du PIB en 2020 puis s'être réduit en 2021 (à 6,5 % du PIB), le déficit continue sa diminution avec une prévision à 5,0 % en 2022 malgré l'impact des mesures d'ampleur prises face à la hausse des prix, grâce notamment à la poursuite du rebond de l'activité, avec une croissance réelle prévue (+2,7 %) deux fois plus importante que la croissance potentielle (+1,35 %), à la diminution par rapport à 2021 des mesures de soutien d'urgence sanitaire, et enfin à l'évolution spontanée des prélèvements obligatoires, plus dynamique que l'activité.

Le déficit public se maintiendrait à 5,0 % du PIB en 2023. Cette trajectoire se traduit par une baisse du ratio de dette de près de 4 points par rapport à 2020.

En % du PIB	2019	2020	2021	2022	2023
Déficit public	-3 %	- 9,1 %	-6,5 %	-4,8%	-5%
Dette publique	98.1 %	115 %	112,8 %	111,6%	111,2%

- **Une poursuite de la baisse du taux de prélèvements obligatoires**

Le taux de prélèvements obligatoires amorcerait une nouvelle baisse à partir de 2023, passant de 45,2 % du PIB en 2022 à 44,7 % en 2023, notamment grâce à la poursuite des mesures de baisse des impôts payés par les entreprises et les ménages.

En % du PIB	2019	2020	2021	2022	2023
Taux de prélèvements obligatoires	43,8 %	44,5 %	44,3 %	45,2 %	44,7%

- **Un redressement des finances publiques affiché**

Bien qu'en recul par rapport au point haut de 2020 (60,7 % du PIB), la dépense publique s'est établie en 2021 à 58,4 % du PIB compte tenu de la mobilisation toujours forte des finances publiques pour continuer de répondre à la crise sanitaire. Le ratio de dépenses poursuit sa baisse en 2022 et en 2023, à 57,6 % du PIB et 56,6 % du PIB respectivement.

En % du PIB	2019	2020	2021	2022	2023
Croissance volume de la dépense publique	1,9 %	6,7 %	2,6 %	-1,1 %	-1,5 %
Taux de dépenses publiques	53,8 %	60,7 %	58,4 %	57,6 %	56,6 %

**Chiffres clés** - Hypothèses macroéconomiques retenues pour **2023** :

- Hausse du PIB : **1 %**
- Inflation : **4,2 %**
- Dette publique : **111,2 %** du PIB
- Taux de prélèvements obligatoires attendu : **44,7 %** du PIB
- Hypothèse de croissance de la dépense publique : **-1,5 %**
- Hypothèse de déficit public : **-5 %**
  
- Evolution de la TVA en 2023 : **9,6 %**
- Taux de progression prévisionnel TVA : **5,1%**
- Taux de croissance des prix à la consommation : **4,3%**

**LES PRINCIPALES ORIENTATIONS DE LA LOI DE FINANCES POUR 2023 :**

**Le projet de loi de finances (PLF) 2023 s'inscrit dans un contexte économique dégradé**, marqué par le maintien d'une inflation élevée et de craintes pesant sur le coût de l'énergie.

Le Gouvernement s'assigne quatre objectifs :

- Protéger les ménages, les entreprises et les collectivités face à la crise énergétique ;
- Financer massivement les missions régaliennes de l'Etat ;
- Préparer l'avenir grâce à un fort investissement sur l'éducation ;
- Maîtriser la dépense publique tout en soutenant la reprise post-covid et la transition écologique.

Le PLF pour 2023 a été présenté en même temps que le Projet de loi de programmation des finances publiques pour la période 2023 – 2027, qui contraint les collectivités locales à modérer leurs dépenses de fonctionnement sur les années à venir dans le cadre de « contrats de confiance ».

**Principales dispositions de la loi de Finances concernant les collectivités locales :**

Le projet de loi de finances 2023 ne prévoit pas de bouleversement majeur pour les collectivités. Le contexte global reste marqué par l'action volontaire du gouvernement pour soutenir la relance.

## LES PRINCIPALES MESURES DU PROJET DE LOI DE FINANCES 2023

Les mesures relatives aux collectivités locales sont composées de quatre axes majeurs : la suppression de la CVAE, la répartition de la DGF, la prolongation du filet de sécurité énergétique et du bouclier tarifaire, et le report de la réactualisation des valeurs locatives :

**La suppression de la CVAE** : initialement prévue sur une année, se fera désormais en deux années et par étape. En 2023, la cotisation due sera diminuée de moitié. En 2024, la CVAE aura été supprimée entièrement. Dès 2023, les collectivités ne toucheront plus de CVAE, et celles bénéficiant en 2022 de recettes de CVAE obtiendront une compensation à l'euro près à travers une fraction de TVA. Le montant de la compensation sera calculé sur la base des exercices de 2020 à 2023.

**La répartition de la DGF** : le montant de la DGF allouée aux communes et aux intercommunalités devrait augmenter de 320 millions d'euros. Précisément, la DSU serait majorée de 90 millions d'euros, la DSR de 200 millions d'euros et la dotation d'intercommunalité de 30 millions d'euros. Il s'agit ici d'une augmentation externe, d'un transfert de l'Etat qui ne provient pas d'un écrêtement de la dotation forfaitaire.

**La prolongation du filet de sécurité énergétique** : la loi de finances rectificative pour 2022 a instauré une aide pour soutenir les collectivités les plus fragiles face à l'inflation et au relèvement du point d'indice. La période inflationniste se prolonge en 2023 et donne lieu à la création d'un nouveau dispositif d'aide aux collectivités. Cette dotation concerne les communes et leurs groupements, les départements, la ville de Paris, la métropole de Lyon, les régions et les collectivités de Corse, Martinique et Guyane, qui répondent aux critères cumulatifs suivants :

- une épargne brute 2023 en baisse de plus de 15 % par rapport à 2022
- pour les communes : le potentiel financier par habitant doit être inférieur au double du potentiel financier moyen par habitant des communes de même strate démographique
- pour les EPCI à fiscalité propre : le potentiel fiscal par habitant doit être inférieur au double du potentiel fiscal moyen par habitant des EPCI à fiscalité propre de même catégorie juridique
- pour les départements : le potentiel financier par habitant doit être inférieur au double du potentiel financier moyen par habitant au niveau national

La dotation est égale à 50 % de la différence entre l'augmentation des dépenses d'approvisionnement en énergie, électricité et chauffage urbain (entre 2022 et 2023) et 50 % de celle des recettes réelles de fonctionnement. Les collectivités qui pensent être éligibles, peuvent faire une demande d'acompte avant le 30 novembre 2023.

### **Le bouclier tarifaire et amortisseur électricité :**

Le « bouclier tarifaire » est prolongé pour l'année 2023 pour les petites collectivités éligibles aux tarifs réglementés de vente de l'électricité, c'est-à-dire qui ont :

- moins de 10 équivalents temps plein (ETP)
  - des recettes de fonctionnement inférieures à 2 millions €
  - un contrat d'électricité d'une puissance inférieure à 36 Kva
- La hausse des tarifs réglementés est limitée à 15% en moyenne à compter du 1<sup>er</sup> février 2023.

Pour les collectivités non éligibles à ce bouclier tarifaire, la Loi de Finances met en place pour cette année un amortisseur électricité dès le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Pour les collectivités concernées et qui payent leur électricité plus de 180 €/MWh, l'État va prendre en charge 50 % de la facture d'électricité pour les tarifs compris entre 180 et 500 €/MWh.

**La réactualisation des valeurs locatives des locaux professionnels** : un report de deux ans est prévu. Initialement planifiée pour 2023, elle s'appliquera en 2025 à partir de la moyenne de l'évolution annuelle des loyers des trois années précédentes. Une réflexion sur les coefficients de localisation va être menée, ainsi que sur les modalités de recueil des loyers, afin que le nombre de données soit plus élevé et donc plus représentatif.

En parallèle, l'actualisation des valeurs locatives des locaux d'habitation va aussi être reportée, afin de tenir compte du décalage de la réactualisation des valeurs locatives des locaux professionnels.

## LES MESURES COMPLEMENTAIRES SERONT PRINCIPALEMENT AXEES SUR L'ENERGIE ET L'ECOLOGIE

### **LA CREATION D'UN FONDS D'ACCELERATION DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE DANS LES TERRITOIRES, AUSSI APPELE « FONDS VERT »**

Le Gouvernement, engagé en matière de lutte contre le changement climatique, a annoncé fin août 2022 la création d'un fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires : le « fonds vert » inscrit dans cette loi de Finances. Ce fonds, doté de 2 milliards € d'autorisations d'engagement pour 2023, vise à soutenir les projets des collectivités territoriales en termes de :

- performance environnementale (rénovation des bâtiments publics des collectivités, modernisation de l'éclairage public, valorisation des biodéchets)
- adaptation des territoires au changement climatique (risques naturels, renaturation)
- amélioration du cadre de vie (friches, mise en place de zones à faible émission, ...)

## AUTRES MESURES

### LA REVALORISATION FORFAITAIRE DES BASES FISCALES POUR 2023

Comme chaque année, les bases d'imposition se voient appliquer une revalorisation forfaitaire afin de tenir compte de l'évolution théorique des prix du marché de l'immobilier. Jusqu'en 2017, ce pourcentage était fixé par les parlementaires lors de l'examen de la loi de finances. Depuis la loi de finances pour 2017, le coefficient d'actualisation des bases d'imposition est déterminé par la variation de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) constatée entre le mois de novembre de l'année n-1 et celui de l'année n-2.

Suite à la publication de l'indice de novembre 2022, le coefficient d'actualisation s'élève à 1,071 pour 2023, soit un taux de progression des bases d'imposition (taxes foncières - TEOM - TH sur les résidences secondaires et certaines catégories de locaux passibles de la CFE) de 7,1 %, soit un niveau conséquent, qui va réduire le pouvoir d'achat de tous les propriétaires, mais offrir les recettes supplémentaires aux collectivités.

	2019	2020	2021	2022	Prévision 2023
<b>Evolution des bases</b>	<b>2,2 %</b>	<b>1,2 %</b>	<b>0,2 %</b>	<b>3,4 %</b>	<b>7,1 %</b>

Depuis 2019, la revalorisation forfaitaire ne s'applique plus sur les locaux professionnels et commerciaux, dont l'évolution tarifaire est désormais liée à celle des loyers de ces locaux dans chaque département.

### SUPPRESSION DE LA TAXE D'HABITATION POUR LES RESIDENCES PRINCIPALES : RAPPEL

La suppression de la Taxe d'Habitation sur les résidences principales, en application de la loi de Finances 2018, se poursuit. Pour les derniers foyers imposés à la TH en 2022 (20 % des ménages ne bénéficient que d'un allègement à hauteur de 65%), l'exonération sera totale en 2023.

La taxe est en revanche maintenue pour les résidences secondaires.

La suppression de la taxe d'habitation des EPCI à fiscalité propre est compensée, depuis 2021, par l'attribution d'une part dynamique de TVA reversée par douzième. Celle-ci évolue chaque année dans les mêmes proportions que celle du produit national de TVA. Selon les estimations indiquées dans la loi de finances pour 2022, le produit de la TVA devait augmenter de 5,5 % en 2022.

Cependant, les intercommunalités ont perçu une part mensuelle de TVA sans évolution par rapport à 2021 (janvier et février) ou évoluant de seulement 2,9 % (mars), loin des 5,5 % annoncés.

L'État a procédé à une actualisation des versements mensuels au cours du dernier trimestre de cette année. Les collectivités et groupements ont reçu, en octobre 2022, un versement de TVA en progression d'environ 2,1 Mds€ depuis la dernière prévision au titre de 2022, hausse liée à une progression d'environ + 9,6 % de la TVA entre 2021 et 2022. Une seconde actualisation sera effectuée au premier trimestre 2023, au vu de l'exécution définitive 2022.

De la même façon, les collectivités bénéficieront du taux de progression prévisionnel de TVA estimé dans le cadre du projet de loi de finances (PLF) pour 2023, soit environ 5,1 % à ce stade, qui sera ensuite ajusté par le PLF pour 2024.

### REFORME DES VALEURS LOCATIVES CADASTRALES

La réforme devrait aboutir à l'horizon 2028.

### STAGNATION DES DOTATIONS DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT LOCAL EN 2023 SAUF LA DSIL

Les dotations d'investissement allouées aux communes et EPCI s'élèvent à 1,8 milliard € dans la Loi Finances (LFI) 2023, montant en baisse (lié à la DSIL) comparativement à 2022 :

- dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) : 1 046 millions €
- dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) : 570 millions € (-337 millions € par rapport à 2022)
- dotation politique de la ville (DPV) : 150 millions €

La dotation de soutien à l'investissement des départements (DSID) est renouvelée au même niveau que l'année passée : 212 millions €.

Il est décidé en LFI que le préfet prendra en compte le caractère écologique des projets lors de la fixation des taux de subvention pour la DETR et la DSIL, afin que les opérations d'investissement favorisant la transition écologique puissent bénéficier **d'un taux de subvention majoré**.

#### DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT (DGF)

L'enveloppe de DGF, qui était stable depuis 2018, est abondée de 320 millions d'euros.

**La dotation d'intercommunalité** augmentera de 30 millions d'euros (ce qui correspond à l'augmentation annuelle prévue depuis sa réforme en 2019).

**La dotation de compensation** des EPCI devrait subir quant à elle une diminution de 0,74 %.

La Contribution au Redressement des Finances Publiques devrait rester figée au niveau de 2018 à 85 957 €.

#### CHIFFRES 2022 CONCERNANT LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA REGION DE MOLSHEIM-MUTZIG

DOTATION D'INTERCOMMUNALITE	303 926 €
PRELEVEMENT SUR FISCALITE – CONTRIBUTION AU REDRESSEMENT DES FP	- 85 957 €
DOTATION DE COMPENSATION	86 117 €
POTENTIEL FISCAL PAR POPULATION DGF	226,79
COEFFICIENT D'INTEGRATION FISCAL (CIF)	0,227239

#### LE REVERSEMENT DE LA TAXE D'AMENAGEMENT PERÇUE PAR LES COMMUNES AUX EPCI POUR LES EQUIPEMENTS PUBLICS QU'ILS REALISENT

L'article 109 de la loi de finances pour 2022 avait modifié la rédaction de l'article L331-2 du code de l'urbanisme (CU), rendant obligatoire le reversement de tout ou partie du produit de la taxe d'aménagement (TA).

Il s'agit du reversement du produit de la TA perçu par les communes, aux EPCI ou groupements de collectivité dont elles sont membres en fonction des compétences exercées par ces derniers et des investissements réalisés en équipements publics pour l'urbanisation.

Pour ce faire, le reversement devait être formalisé par délibérations concordantes du conseil municipal et de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale.

Ces délibérations devaient être effectuées avant le 1<sup>er</sup> octobre 2022.

La loi de finances rectificative n°2022-1499 du 1<sup>er</sup> décembre 2022 pour 2022 en son article 15 annule l'obligation de reversement qui redevient **qu'une possibilité** (article 1379-I-16° et article 1379-II-5° du code général des impôts).

#### REFORME DES INDICATEURS FINANCIERS ET FISCAUX (ARTICLE 194 LF 2022)

La réforme des indicateurs financiers servant aux calculs des dotations et de la péréquation, qui fait suite à la suppression de la Taxe d'Habitation sur les résidences principales, devrait commencer à produire ses effets en 2023. En effet, l'année 2022 a bénéficié d'une neutralisation intégrale.

#### PROLONGATION DE L'EXPERIMENTATION DE LA CERTIFICATION DES COMPTES (ART. 144)

En vertu de la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, la Cour des Comptes conduit, en liaison avec les chambres régionales des comptes, une expérimentation de dispositifs destinés à assurer la régularité, la sincérité et la fidélité des comptes des collectivités territoriales et de leurs groupements. Etablie sur une durée de 5 ans, cette expérimentation doit permettre d'établir les conditions préalables et nécessaires à la certification des comptes du secteur public local, qu'il s'agisse de la nature des états financiers, des normes comptables applicables, du déploiement du contrôle interne comptable et financier ou encore des systèmes d'information utilisés.

La loi de finance prolonge d'une sixième année l'expérimentation de la certification des comptes pour les collectivités engagées dans le processus d'expérimentation.

# LES MESURES EN MATIERE DE RESSOURCES HUMAINES 2023 :

Les élections professionnelles ont eu lieu le 8 décembre 2022 : ayant passé le cap des 50 agents, la Communauté de Communes dispose au 1<sup>er</sup> janvier 2023 de son propre Comité Social Territorial (CST).

## MESURES GENERALES :

- Le **SMIC est revalorisé** au 1<sup>er</sup> janvier 2023 de 1,81 %. Le SMIC horaire brut passe de **11,07 à 11,27 €**. Le SMIC mensuel brut, pour une personne à temps plein, s'élève à 1709,28 €,
- Revalorisation du minimum de traitement dans la fonction publique au 1<sup>er</sup> janvier 2023 : **L'indice minimum de traitement dans la fonction publique** est porté à 353 points (indice brut 385), soit 1712,06 euros brut mensuel.
- Les charges patronales seraient stables,
- **Point d'indice de la fonction publique** : 5820,04 depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2022

## MESURES CATEGORIELLES :

**Lignes directrices de gestion** : un bilan de la mise en œuvre des lignes directrices de gestion en matière de promotion et de valorisation des parcours professionnels doit être établi chaque année, sur la base des décisions individuelles et en tenant compte des données issues du Rapport Social Unique. Il doit être présenté au Comité Social Territorial.

**Violences** : les collectivités doivent avoir un dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel ou d'agissements sexistes (art. 80 de la loi du 6 août 2019). Le plan d'action égalité professionnelle inclut des actions pour lutter contre les violences. Chaque année est présenté un état des lieux (cf. le plan d'action égalité professionnelle femmes – hommes).

**Egalité professionnelle femmes – hommes : l'état de mise en œuvre du plan d'action** incluant la promotion de l'égalité professionnelle femmes/hommes, obligatoire dans les collectivités et EPCI de plus de 20 000 habitants, doit être présenté chaque année aux représentants du personnel (CST cette année).

**Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT)** : le CNFPT est financé en partie par l'État pour les frais de formation des apprentis employés par les collectivités. La création en 2022 d'une cotisation supplémentaire (maximum 0,1 %) à la charge des collectivités territoriales doit amorcer la diminution de la participation de l'État. D'ici fin 2025, la part de l'État va diminuer pour être remplacée par un financement pris en charge par les collectivités territoriales. Les modalités en seront fixées ultérieurement.

**Retraite Additionnelle de la Fonction Publique (RAFP)** : la loi de finances pour 2023 modifie l'article 76 de la loi n°2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites. Il prévoit désormais que la participation des employeurs à la prise en charge de la complémentaire santé dans le cadre d'une convention de participation avec adhésion obligatoire est exclue de l'assiette du régime de la RAFP.

**Modification du financement de l'apprentissage** : l'article 159 de la LFI procède à des modifications concernant le financement de l'apprentissage par le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) et modifie de la sorte l'article L.451-11 du Code général de la fonction publique. En premier lieu, il rend facultatif et non obligatoire les contributions perçues par le CNFPT. En effet, l'article L.451-11 énonce désormais que le CNFPT peut bénéficier d'une contribution annuelle de l'institution nationale mentionnée à l'article L.6123-5 du Code du travail et d'une contribution de l'État.

En second lieu, il supprime le caractère annuel de la convention d'objectifs et de moyens que doivent conclure l'État et le CNFPT. L'article 214 de la loi de finances modifie également l'article L.115-2 du Code général de la fonction publique en ajoutant la mention selon laquelle les agents publics ont droit aux prestations familiales.

**Forfait mobilités durables reconduit et élargi** : avec le décret n° 2020-1547 du 9 décembre 2020 relatif au versement du “forfait mobilités durables” dans la fonction publique territoriale, est ouverte la possibilité de participer aux frais de déplacement entre domicile et lieu de travail des agents publics ; les modalités du forfait mobilités durables devant être définies par délibération. Depuis peu, le décret n° 2022-1557 permet aux employeurs territoriaux de soutenir davantage les agents dans leurs déplacements quotidiens, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022. L’arrêté du 13 décembre 2022, modifiant l’arrêté du 9 mai 2020 pris pour l’application relatif au versement du « forfait mobilités durables » dans la fonction publique de l’Etat, pose les critères d’éligibilité à ce forfait. Le gouvernement étend ainsi le dispositif initial comme annoncé lors des conférences salariales de juin 2022.

\*\*\*

# SITUATION ET ORIENTATIONS BUDGETAIRES DE LA COLLECTIVITE

18 communes – 41 197 habitants au 1<sup>er</sup> janvier 2023 (41 046 au 1<sup>er</sup> janvier 2022), soit +151 habitants.

Après deux années de crises sanitaires qui ont fortement impacté l'évolution des finances locales, la préparation des orientations budgétaires pour l'année 2023 présentées ci-après s'inscrit dans un contexte rendu particulier par les incertitudes qui demeurent quant à la crise actuelle, marquée par le conflit Ukrainien et son corollaire de conséquences en termes de développement économique, d'inflation galopante sur les prix des matériaux, de pénurie et d'augmentation des coûts de l'énergie.

L'exécution du budget 2022 aura été marquée, comme l'ensemble des collectivités françaises, par cette brutale accélération de l'inflation, et une augmentation des charges à caractère général.

Une gestion maîtrisée des coûts, accompagnée d'une certaine dynamique des recettes à caractère économique tout en renforçant la solidarité envers ses communes membres, aura permis à notre intercommunalité de conserver en 2022 un autofinancement satisfaisant.

Mais le contexte actuel continue d'impacter directement les dépenses de la CCRMM et réduit les marges de manœuvres.

La revalorisation du point d'indice intervenue au 1<sup>er</sup> juillet 2022 (+3,5 %) a par ailleurs mécaniquement augmenté la **masse salariale** des agents. Sont également intervenus la revalorisation des carrières et des rémunérations des agents de catégorie C, l'alignement du traitement minimum sur le SMIC, l'amélioration du début de carrière des agents de catégorie B...

Se rajoutent les modifications constantes du panier des ressources des collectivités locales : hier la disparition de la taxe d'habitation, demain la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises et une absence de prise en compte de l'inflation sur les dotations.

Ainsi, le budget 2023 devra pleinement inclure ces données qui nous imposent à la fois d'adapter notre exécution budgétaire, mais aussi d'engager une véritable politique de sobriété visant à préserver des marges financières pour l'investissement et à réduire l'impact de nos choix sur le climat.

La CCRMM souhaite pour autant poursuivre sa politique d'investissement qui se traduit par un programme d'investissements étalé sur la deuxième moitié du mandat. Ce contexte particulièrement contraint ne fait que renforcer notre volonté de saisir toutes les opportunités de financement de nos investissements qui peuvent être proposées.

Si les collectivités locales ont pour obligation de présenter leurs orientations budgétaires, les projections peuvent vite devenir obsolètes.

Le budget 2023 sera élaboré sur la base d'hypothèses réalistes et prudentes de recettes, avec la volonté de contenir les effets de ce contexte inflationniste sur nos dépenses de fonctionnement.

La hausse des tarifs publics locaux, rendue nécessaire par l'inflation, devra être débattue.

Pour 2023 le budget de la CCRMM présente à l'instar des années précédentes, une situation saine, même si l'épargne disponible pour des projets d'investissements s'érode en fonction du contexte général et des décisions prises, et le maintien de la politique de stabilité des taux d'imposition dans un contexte de réforme fiscale illustrée par la suppression de la taxe d'habitation et de la CVAE.

Suite à un report des principaux projets d'investissement inscrits depuis 2019, l'excédent reporté permettra de financer une grande partie du programme d'investissements 2021-2026, probablement avec un recours marginal à l'emprunt.

Le fil conducteur des orientations budgétaires s'inscrit dans un projet de territoire permettant de renforcer la dynamique et la cohésion de notre espace, de se doter d'équipements performants et modernes pour des services publics efficaces, et de prendre en main notre avenir.

Les investissements programmés pour 2023 répondent dans la continuité du budget 2022, à la volonté :

- De moderniser ses équipements : Construction d'une nouvelle piscine à MUTZIG ; Réhabilitation de la patageoire de la piscine de plein air ;
- De soutenir les communes : Equipements de la Banque de Matériel Intercommunale,
- D'agir pour le développement économique du territoire en poursuivant le développement des zones d'activités économiques ;
- De préserver l'environnement, par l'installation de bornes de recharge électrique sur le territoire, par le développement et l'entretien des réseaux d'assainissement, des stations d'épurations et des réseaux d'eau, par la poursuite du développement des pistes cyclables, ....
- Développer l'activité touristique du territoire : Achat du Fort de MUTZIG et travaux d'aménagement,
- De soutenir les services à la personne dans le domaine de la petite enfance : Relais Petite Enfance
- De renforcer graduellement la mutualisation des achats
- De gérer les eaux pluviales
- D'agir pour la transition écologique

**Dans ce contexte, les orientations budgétaires 2023 mettent l'accent sur les points suivants :**

- **La poursuite de la politique de non augmentation des taux d'imposition, et ce pour la 18<sup>ème</sup> année consécutive**
- **Le maintien de la solidarité budgétaire**
- **La maîtrise des charges de fonctionnement malgré la hausse de l'énergie**
- **La préservation de notre capacité à investir**
- **La capacité à faire face aux imprévus découlant de la situation internationale**
- **Le maintien d'une politique de soutien au travers des participations financières :**

**SYNDICAT MIXTE DU BASSIN BRUCHE MOSSIG** : gestion des milieux aquatiques et inondations ;

**PETR BRUCHE- MOSSIG** : développement économique, écologique, culturel et social du territoire ;

**OFFICE DU TOURISME** : développement touristique ;

**MISSION LOCALE** : aide à l'insertion professionnelle et sociale des jeunes de 16 à 25 ans ;

**EPICERIE SOCIALE** : aide aux personnes en difficulté ;

**INITIATIVE BRUCHE-MOSSIG-PIEMONT** : aide à la création ou reprise d'entreprises.

# I. BUDGET PRINCIPAL

Le résultat budgétaire prévisionnel de l'exercice 2022 s'élève à 13 565 141,19 €.

BUDGET PRINCIPAL	2019	2020	2021	2022
RESULTAT FONCTIONNEMENT	8 165 753,17	9 056 745,31	1 846 391,87	1 414 147,15
RESULTAT INVESTISSEMENT	- 1 004 837,21	604 655,37	10 547 060,11	12 150 996,04
RESULTAT GLOBAL	7 160 915,96	9 661 400,68	12 393 451,98	13 565 143,19

## 1. SECTION DE FONCTIONNEMENT

### 1. Recettes de fonctionnement

#### 1.1. LA FISCALITE

**2023** : Poursuite de la suppression de la Taxe d'Habitation sur les résidences principales pour les derniers foyers imposés en 2022.

#### a. Evolution des taux

LIBELLE	TAUX					
	2019	2020	2021	2022	2023	D N/(N-1)
Taxe d'habitation*	3,84				<b>3,84</b>	-
Taxe foncière sur les propriétés bâties	1,87	1,87	1,87	1,87	<b>1,87</b>	0%
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	6,75	6,75	6,75	6,75	<b>6,75</b>	0%
Contrib. foncière des entreprises (part add)*	2,89	2,89	2,89	2,89	<b>2,89</b>	0%
Contrib. foncière des entreprises (part ZAE)*	19,53	19,53	19,53	19,53	<b>19,53</b>	0%

Les taux des différentes taxes n'ont pas augmenté depuis 2005.

Les taux de taxe d'Habitation sont figés depuis 2020.

\* 2023 : vote du taux de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale.

#### b. Evolution prévisionnelle des bases

LIBELLE	BASES					
	2019	2020	2021	2022	2023 PREV.	D N/(N-1)
Taxe d'habitation	51 198 026	52 199 000	-	-	<b>1 216 680</b>	-
Taxe foncière sur les propriétés bâties	60 232 729	63 098 145	54 716 251	<b>56 832 000</b>	<b>60 810 240</b>	7%
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	1 090 265	1 101 730	1 102 707	<b>1 140 000</b>	<b>1 219 800</b>	7%
Cotisation Foncière des Entreprises	30 082 812	32 736 429	21 475 285	<b>21 967 000</b>	<b>23 504 690</b>	7%
Fiscalité professionnelle de zone	3 119 048	3 162 303	2 281 408	<b>2 322 000</b>	<b>2 484 540</b>	7%
<b>TOTAL</b>	<b>145 722 880</b>	<b>152 297 607</b>	<b>79 575 651</b>	<b>82 261 000</b>	<b>89 235 950</b>	<b>8,48%</b>

**2023** : Revalorisation prévisionnelle des bases d'imposition :

- locaux industriels, propriétés non bâties, locaux d'habitation : 1,071

- locaux professionnels révisés : actualisation de la grille départementale des tarifs catégoriels d'après les loyers collectés

- bases minimum CFE (à défaut de nouvelle délibération).

Les incertitudes actuelles invitent à une grande prudence.

### c. Evolution prévisionnelle des produits

LIBELLE	PRODUITS					
	2019	2020	2021 *	2022 *	2023 prév	D N/(N-1)
Taxe d'habitation (Résidences secondaires*)	1 966 006	2 004 442	42 227	45 140	46 720	4%
Compensation TVA			1 993 299	2 184 265	2 235 500	2%
Taxe foncière sur les propriétés bâties	1 126 925	1 179 935	1 023 433	1 065 483	1 137 150	7%
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	73 592	74 367	74 433	76 877	82 337	7%
<b>TOTAL RESSOURCES TH &amp; TF</b>	<b>3 166 523</b>	<b>3 258 744</b>	<b>3 133 392</b>	<b>3 371 765</b>	<b>3 501 707</b>	<b>3,85%</b>
Cotisation Foncière des Entreprises	869 370	946 083	621 995	634 865	679 285	7%
Fiscalité Prof. De Zone	593 767	617 598	445 479	453 512	493 415	9%
Cotisation Valeur Ajoutée des Entreprises	1 685 612	1 578 925	1 492 002	1 303 580		-100%
Compensation CVAE					1 450 000	100%
<b>TOTAL FISCALITE PROFESSIONNELLE</b>	<b>3 148 749</b>	<b>3 142 606</b>	<b>2 559 476</b>	<b>2 391 957</b>	<b>2 622 700</b>	<b>9,65%</b>
Taxe GEMAPI					120 000	-
<b>TOTAL</b>	<b>6 315 272</b>	<b>6 401 350</b>	<b>5 692 868</b>	<b>5 763 722</b>	<b>6 244 407</b>	<b>8,34%</b>
Evolution N/(N-1)	225 206	86 078	- 708 482	70 854	480 685	578%

#### Baisse des impôts de production :

**2021** : Réduction du taux de CVAE des entreprises de moitié et abaissement du taux de plafonnement de la CET en fonction de la valeur ajoutée ;

Réduction de la moitié de la CFE et TFPB pour les établissements industriels.

La diminution de CFE et TFPNB a été compensée par des allocations compensatrices.

**2022** : Baisse de la CVAE

**2023** : Suppression de la CVAE sur 2 ans pour les entreprises qui devrait s'accompagner d'une compensation sous forme de fraction de TVA.

Les collectivités concernées devraient recevoir un montant de CVAE égal à la moyenne des produits qu'elles ont perçus en 2020, 2021 et 2022.

#### 1.2. LES CONCOURS DE L'ÉTAT

DOTATIONS	2020	2020	2021	2022	Prévisions 2023
DGF - Dot°d'intercommunalité avant prélèvement	249 884	249 884	275 644	303 926	304 000
Prélèvement CRFP	- 85 957	- 85 957	- 85 957	- 85 957	- 86 000
<b>DGF - Dot°d'intercommunalité après prélèvement</b>	<b>163 927</b>	<b>163 927</b>	<b>189 687</b>	<b>217 969</b>	<b>218 000</b>
DGF - Dot°de compensation	89 817	89 818	88 048	86 117	85 000
<b>TOTAL DGF</b>	<b>253 744</b>	<b>253 745</b>	<b>277 735</b>	<b>304 086</b>	<b>303 000</b>
Allocations compensatrices TH	35 492	35 492	-	-	-
Allocations compensatrices TF	4 772	4 772	177 039	15 159	3 000
Allocations compensatrices CFE	7 993	7 993	511 185	695 283	695 000
<b>Total Allocations Compensatrices</b>	<b>48 257</b>	<b>48 257</b>	<b>688 224</b>	<b>710 442</b>	<b>698 000</b>
FNGIR	47 545	47 545	47 545	47 545	47 540
FDPTP	70 210	70 210	40 622	65 709	50 000
TASCOM	26 019	26 019	41 302	48 830	48 830
<b>Autres recettes</b>	<b>135 379</b>	<b>135 379</b>	<b>129 469</b>	<b>162 084</b>	<b>146 370</b>
<b>PRELEVEMENT FPIC</b>	<b>- 398 990</b>	<b>- 398 989</b>	<b>- 407 480</b>	<b>- 863 219</b>	<b>- 870 000</b>
<b>DOTATION PERTE DE RECETTES</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>63 212</b>	<b>167 738</b>	<b>12 000</b>
<b>TOTAL</b>	<b>38 390</b>	<b>38 392</b>	<b>751 160</b>	<b>481 131</b>	<b>289 370</b>

**2021** - Une évolution des allocations compensatrices liée à la réduction des valeurs locatives de la TFPB et CFE des locaux industriels

- Une dotation pertes de recettes liées à la crise sanitaire

**2022** - Un prélèvement FPIC en hausse pour la CRRMM sur le principe de la répartition

- Une dotation pertes de recettes liées à la crise sanitaire

En attente de notification 2023

### 1.3. LES PRODUITS DES SERVICES

RECETTES DE FONCTIONNEMENT		2019	2020	2021	2022	2023 prévision
<b>PRODUITS DES SERVICES</b>		<b>720 850,15</b>	<b>392 177,72</b>	<b>308 729,78</b>	<b>586 462,52</b>	<b>528 600,00</b>
<b>PISCINES</b>	<i>Entrées piscines</i>	527 204,25	216 328,01	185 678,40	414 876,78	409 000,00
	<i>Location - loyer</i>	1 024,85	-	1 042,90	1 114,40	1 200,00
	<i>Redevances distributeur</i>	4 104,11	2 353,15	841,35	2 407,36	1 900,00
	<i>Caution Badge</i>	7 450,00	3 345,20	2 170,00	-	1 500,00
	<b>TOTAL</b>	<b>539 783,21</b>	<b>222 026,36</b>	<b>189 732,65</b>	<b>418 398,54</b>	<b>413 600,00</b>
<b>Taxe de séjour</b>		<b>122 906,34</b>	<b>114 931,57</b>	<b>57 183,09</b>	<b>98 830,56</b>	<b>99 000,00</b>
<b>Bornes Recharge Electrique</b>		<b>806,80</b>	<b>1 278,14</b>	<b>4 945,57</b>	<b>15 350,26</b>	<b>16 000,00</b>
<b>AIRES DES GENS DU VOYAGES</b>		<b>54 853,80</b>	<b>51 441,65</b>	<b>54 368,47</b>	<b>51 383,16</b>	-
	<i>Location - loyer ARSEA</i>	2 500,00	2 500,00	2 500,00	2 500,00	-
<b>PARTICIPATIONS</b>		<b>277 016,28</b>	<b>249 444,43</b>	<b>256 300,04</b>	<b>239 387,28</b>	<b>146 600,00</b>
<b>RAM</b>	<i>CAF</i>	128 097,83	117 902,81	121 569,34	125 937,70	125 500,00
	<i>MSA</i>	1 703,91	746,23	979,42	994,11	900,00
<b>Transport a la demande</b>	<i>REGION</i>	33 218,95	25 485,21	4 100,06	7 855,08	20 000,00
	<i>Communes voisines</i>	756,91	472,01	61,06	91,14	200,00
<b>AIRES DES GENS DU VOYAGES</b>	<i>DEPARTEMENT</i>	37 834,74	35 899,91	36 878,16	35 805,31	-
	<i>CAF</i>	75 403,94	68 938,26	80 712,00	68 703,94	-
<b>PISCINES aide Apprenti</b>	<i>REGION</i>			12 000,00	-	5 000,00
<b>TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>997 866,43</b>	<b>641 622,15</b>	<b>565 029,82</b>	<b>825 849,80</b>	<b>675 200,00</b>

**2020** : est marquée par une diminution générale des recettes liée à l'épidémie de la Covid-19.

**Piscines** : baisse des recettes tarifaires liée à la fermeture des piscines et au remboursement prorata temporis des abonnements piscines.

**AAGV** : une réduction de 50 % sur les droits de place et les consommations d'eau et d'électricité des voyageurs séjournant sur les aires d'accueil des gens du voyage de MOLSHEIM et de MUTZIG a été accordée pour la période du 16 mars au 30 juin 2020.

**2021** : reste marquée par une diminution de la fréquentation et des recettes tarifaires des piscines.

**2022** : présente une hausse générale des recettes après l'épidémie de la Covid-19, : reprise de la fréquentation de nos piscines et une hausse de la Taxe de Séjour.

**2023** : les AAGV font l'objet d'un budget annexe.

### 1.4. LES TARIFS

#### ➤ ENTREES PISCINES

ENTREES INDIVIDUELLES	Tarif proposé
Tarif adulte	<b>3,50 €</b>
Tarif réduit (carte CEZAM, + 64 ans)	<b>3,00 €</b>
Tarif jeune de 6 à 18 ans	<b>2,50 €</b>
Tarif enfants moins de 6 ans (+ handicapé enfant)	<b>1,00 €</b>
Séance "aquagym"	<b>4,00 €</b>
Séance "aquabike"	<b>6,00 €</b>
Séance "aquatraining"	<b>6,00 €</b>
Séance "aquaphobie"	<b>13,00 €</b>
<b>ABONNEMENTS ADULTES</b>	
12 entrées	<b>35,00 €</b>
25 entrées	<b>52,00 €</b>
A l'année	<b>145,00 €</b>
<b>ABONNEMENTS ENFANTS</b>	
Enfants de 6 à 18 ans : 12 entrées	<b>25,00 €</b>
Enfants de 6 à 18 ans : 25 entrées	<b>40,00 €</b>
Enfants moins de 6 ans : 12 entrées	<b>10,00 €</b>

ABONNEMENTS DIVERS	
Abonnement "aquagym" : 25 séances	150,00 €
Abonnement trimestriel "aquagym" (stages non compris)	90,00 €
ENTREES GROUPEES	
Comité d'entreprise (10 abonnements à 11 entrées)	250,00 €
Scolaires primaires de la Communauté de Communes	- €
Scolaires secondaires de la Communauté de Communes	1,80 €
Scolaires hors Communauté de Communes (par séance et par classe)	60,00 €
Centres de vacances de la Communauté de Communes	1,00 €
Centres de vacances hors de la Communauté de Communes	2,00 €
Accompagnateurs des Centres de vacances	2,50 €
Association : tarifs des 6 à 18 ans	1,50 €
Association : tarifs adultes	2,50 €
Etablissements spécialisés	2,00 €
ENTREES DIVERSES	
Mise à disposition d'un Maître-Nageur	25,00 €
Location de la piscine à la 1/2 journée	100,00 €
Location de la piscine aux bébé-nageurs	240,00 €
Tarif horaire ligne d'eau	1,50 €
Location d'un aquabike 3/4 heure	3,50 €
Location d'un tapis de course 3/4 heure	3,50 €
Location d'un aquascooter 1/2 heure	3,50 €
Stage « secourisme et sauvetage » (par participant et pour la totalité du stage)	85,00 €
FORMATIONS COMPLETES AU BREVET NATIONAL DE SECURITE ET DE SAUVETAGE AQUATIQUE (B.N.S.S.A.)	
<b>Partie théorique</b> : formation aux Premiers Secours en Equipe de niveau 1 (PSE1) (obligatoirement de 39h00), selon les 2 formules suivantes : - la formule "week-end" : 3 week-ends complets, - la formule "stages" : 1 semaine complète durant les congés scolaires	290,00 €
<b>Partie spécifique</b> "natation" ou pratique, selon les 2 formules la formule "continue" : - les lundis soirs de 19h30 à 21h30 - la formule "stages" : 1 semaine complète durant les congés scolaires,	260,00 €
Affiliation du stagiaire à la FNMNS*, (obligatoire)	10,00 €
Assurance professionnelle du stagiaire (obligatoire)	30,00 €
le recyclage du diplôme de PSE1 (obligatoire tous les ans)	70,00 €
les formations de Prévention et Secours Civiques de niveau 1 (PSC1)	60,00 €

\* Délibérations n°15-47 du 9 juillet 2015, n°17-50 du 29 juin 2017 & n°21-49 du 1er juillet 2021

Les tarifs n'ont pas évolué depuis 2015.

**2023** : une révision de nos tarifs devra être décidée.

### ➤ TRANSPORT A LA DEMANDE

	Au sein de la Communauté de Communes de la Région de MOLSHEIM-MUTZIG	Vers la Commune de ROSHEIM	Des Communes de BERGBIETEN, DANGOLSHEIM et FLEXBOURG vers la Communauté de Communes de la Région de MOLSHEIM-MUTZIG
<b>Ticket à l'unité</b>	3,50 €	4,50 €	4,50 €
<b>Carnet de 10 tickets</b>	30,00 €	40,00 €	40,00 €

## ➤ TAXE DE SEJOUR

Tarif applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2020 (Délibération n°18-69 du 4 octobre 2018) :

Catégories d'hébergement	Tarif de la CC
Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	1,00 €
Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	0,75 €
Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	0,60 €
Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1, 2 et 3 étoiles, chambres d'hôtes, emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	0,45 €
Hôtels et résidences de tourisme, villages de vacances, Meublés de tourisme et hébergements assimilés en attente de classement ou sans classement	1%
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3, 4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes	0,40 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance	0,20 €

## ➤ BORNES DE RECHARGE POUR VEHICULES ELECTRIQUES

(Délibération n°18-51 du 5 juillet 2018)

Les tarifs de la recharge aux bornes de recharge pour véhicules électriques implantées par la Communauté de Communes, comme suit :

☞ pour les zones denses :

- de 0 à 7 kWh : 0,40 € pour 15 minutes,
- de 7 à 22 kWh : 1,00 € pour 15 minutes,
- temps de branchement sans énergie délivrée : 0,40 € pour 15 minutes,

☞ pour les zones non denses :

- de 0 à 7 kWh : 0,40 € pour 15 minutes,
- de 7 à 22 kWh : 1,00 € pour 15 minutes,
- temps de branchement sans énergie délivrée : gratuit,

- ✓ les zones denses sont définies comme les emplacements fréquentés où les places sont peu nombreuses, à savoir :
  - à MOLSHEIM : le parking des Jésuites et le parking rue des Sports,
  - à MUTZIG : le parking de la Mairie,
  - à DORLSHEIM : le parking de la Place du Village,
- ✓ tous les autres emplacements intègrent les zones non denses.

## 1.5. LES RECETTES GLOBALES DE FONCTIONNEMENT

Chap	Libellé	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	BP 2023	Evolution n/n-1
013	Atténuation de charges	24 367,65	71 418,82	49 640,70	120 314,32	33 500	-72%
70	Produits des services	654 319,49	320 460,12	377 705,45	619 736,51	604 100	-3%
73	Impôts et taxes	6 647 023,34	6 752 624,57	5 882 555,09	5 996 038,56	6 469 780	8%
74	Dotations, subventions	657 523,21	672 340,33	1 345 102,19	1 514 545,14	1 233 400	-19%
75	Autres produits de gestion courante	15 360,83	12 970,69	19 719,69	41 880,69	22 070	-47%
	<b>Total des recettes de gestion courante</b>	<b>7 998 594,52</b>	<b>7 829 814,53</b>	<b>7 674 723,12</b>	<b>8 292 515,22</b>	<b>8 362 850</b>	<b>1%</b>
76	Produits financiers	-	-	-	-	-	-
77	Produits exceptionnels	15 977,23	60 815,56	1 256 852,22	51 986,80	1 100	-98%
78	Reprise sur amortissements et provisions	-	-	-	-	10 000	-
	<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>8 014 571,75</b>	<b>7 890 630,09</b>	<b>8 931 575,34</b>	<b>8 344 502,02</b>	<b>8 373 950</b>	<b>0%</b>
042	Opération d'ordre de transfert entre section	11 094,04	27 320,24	4 452,01	-	5 000	-
043	Opération d'ordre à l'intérieur de la section	-	-	-	-	-	-
	<b>Total des recettes d'ordres de fonctionnement</b>	<b>11 094,04</b>	<b>27 320,24</b>	<b>4 452,01</b>	<b>-</b>	<b>5 000</b>	<b>-</b>
	<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>8 025 665,79</b>	<b>7 917 950,33</b>	<b>8 936 027,35</b>	<b>8 344 502,02</b>	<b>8 378 950</b>	<b>0%</b>
	Pour information R002 Excédent de	5 511 026,67	6 662 068,19	-	-	-	-

**2020** : baisse des produits des services suite à l'épidémie de COVID-19

**2021** : poursuite de la baisse des produits des services liés à la crise sanitaire, des produits exceptionnels liés au transfert de terrain sur le budget annexe ZA

**2022** : des atténuations de charges en hausse liés à des remboursements des frais de personnels  
reprise des recettes de produits de services après crise sanitaire et hausse des dotations

**2023** : des estimations de recettes fiscales en hausse, liées à la revalorisation des bases.

## 2. Dépenses de fonctionnement

### 2.1. DEPENSES DE PERSONNEL

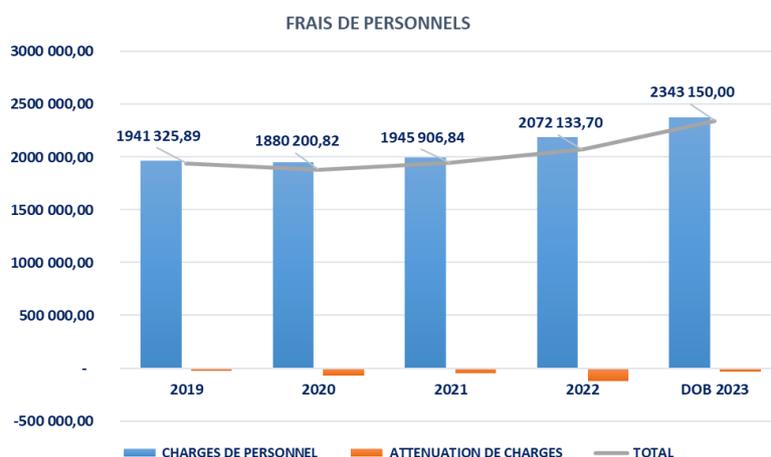
#### a. Evolution des charges de personnel

FRAIS DE PERSONNEL	2019	2020	2021	2022	DOB 2023
<b>CHARGES DE PERSONNEL</b>	<b>1 965 693,54</b>	<b>1 951 619,64</b>	<b>1 995 547,54</b>	<b>2 192 448,02</b>	<b>2 376 650,00</b>
Administration Générale	638 818,48	668 668,53	705 006,39	745 280,66	836 750,00
Piscines	1 089 715,79	1 072 855,50	1 079 775,26	1 224 665,77	1 290 600,00
RAM	121 808,24	125 906,92	136 856,02	132 213,71	150 100,00
Banque de Matériels	36 142,28	35 998,73	34 370,33	47 958,86	61 600,00
AIRES DES GENS DU VOYAGE	79 208,75	48 189,96	39 539,54	42 329,02	37 600,00
<b>ATTENUATION DE CHARGES</b>	<b>- 24 367,65</b>	<b>- 71 418,82</b>	<b>- 49 640,70</b>	<b>- 120 314,32</b>	<b>- 33 500,00</b>
Administration Générale	- 8 805,12	- 16 155,57	- 25 406,61	- 31 407,99	- 7 000,00
Piscines	- 15 371,78	- 55 147,50	- 24 234,09	- 64 312,52	- 16 500,00
AIRES DES GENS DU VOYAGE	-	6,00	-	269,57	-
RAM	-	31,00	-	22 054,69	10 000,00
Banque de Matériels	- 190,75	- 78,75	-	2 269,55	-
<b>TOTAL</b>	<b>1 941 325,89</b>	<b>1 880 200,82</b>	<b>1 945 906,84</b>	<b>2 072 133,70</b>	<b>2 343 150,00</b>
REMBOURSEMENT AGENT MIS A DISPOSITION			46 897,34	52 116,74	54 000,00

Le Budget global a augmenté de **6,74 %** de 2019 à 2022.

La diminution de la masse salariale en 2020 s'explique par la fermeture des piscines, le non renouvellement de CDD pendant le confinement et au recours à moins de personnel saisonnier en raison de l'ouverture tardive de la piscine de plein air.

L'année 2022 est impactée par un taux d'absentéisme en hausse et la revalorisation des salaires.



## b. Evolution de la masse salariale

	1er janvier 2019	1er janvier 2020	1er janvier 2021	1er janvier 2022	1er janvier 2023
	EFFECTIFS ETP				
ADMINISTRATION GENERALE	10,70	11,70	11,70	11,70	12,30
RAM	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50
PISCINES	26,34	28,17	28	28	28,20
MAITRE NAGEUR	13,50	13,00	14,00	14,00	13,00
MAITRE NAGEUR (POSTE NON PERMANENT)	0,34	1,17	0,00	0,00	0,20
APPRENTI BPJEPS	1,00	2,00	2,00	2,00	2,00
ENTRETIEN-CAISSE	6,50	8,00	8,00	8,00	8,00
AGENT d'EXPLOITATION	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AGENT TECHNIQUE	4,00	4,00	4,00	4,00	4,00
APPRENTI TECHNIQUE					1,00
AAVG/ BMI	3	3	2	2	2
EAU ET ASSAINISSEMENT*	2	2	2	3	3
SAISONNIERS	43	30	30	37	?
AGENT MIS A DISPOSITION	0,50	1,00	1,00	1,00	1,00
<b>TOTAL</b>	<b>88,04</b>	<b>78,37</b>	<b>77,20</b>	<b>85,20</b>	
ELUS	7	7	8	8	8

Commentaires concernant les variations de la masse salariale :

### Administration générale :

**2020** : Renouvellement d'un poste de technicien SIG (poste non permanent) et pérennisation du poste

**2020** : Remplacement congé de maternité

**2021** : Des absences maladie et un congé de maternité

**2022** : Recrutement d'un adjoint administratif chargé de la Mutualisation et du Développement durable

**2023** : Création d'un poste de chargé de projet Transition Energétique

### RAM / RPE :

**2022** : Congé de maladie ordinaire

### A.A.G.V. et B.M.I. :

**2019** : Titularisation de 2 agents techniques.

**2020** : Départ à la retraite d'un agent.

**2022** : Renforcement de l'équipe technique : Recrutement d'un agent contractuel pour les AAGV et renforcement de l'équipe technique suite au départ d'un agent.

### Piscines :

**2020** : Activité réduite liée à l'épidémie de Covid-19

**2021** : Reprise modérée de l'activité liée à la crise sanitaire, aux arrêts imposés pour les cas covid + et à une météo peu clémente

**2022** : Des remplacements de MNS suite à des départs et des recrutements de saisonniers pour la piscine de plein air  
Recrutement d'un agent technique en apprentissage



- Le passage en catégorie A de certains agents relevant de la catégorie B (les éducateurs de Jeunes enfants et assistants socioéducatifs). Pour la CCRMM cela concerne 2 agents,
- les besoins nouveaux engendrés par les politiques nouvelles : SIG - Mutualisation et Développement Durable, Eaux pluviales,
- les besoins liés à la gestion des aires d'accueil des gens du voyage et de la BMI.

#### **En 2022 :**

##### **☞ Augmentations successives du SMIC et du minimum de traitement :**

Le SMIC mensuel a augmenté de 0.9% au 1<sup>er</sup> janvier 2022. Suite à cette augmentation les fonctionnaires et les agents contractuels de droit public occupant un emploi doté d'un indice majoré inférieur à 343 ont perçu un traitement afférent à l'indice majoré 343 correspondant à l'indice brut 371.

Le taux du SMIC a une nouvelle fois été relevé de 2,65% à compter du 1<sup>er</sup> mai 2022. Les fonctionnaires et les agents contractuels de droit public occupant un emploi doté d'un indice majoré inférieur à 352 ont perçu un traitement afférent à l'indice majoré 352 correspondant à l'indice brut 382.

##### **☞ Revalorisation des salaires des agents de catégorie C**

Les agents publics les plus faiblement rémunérés, notamment les agents de la catégorie C, ont bénéficié d'une revalorisation massive au 1<sup>er</sup> janvier 2022 :

- Modification du nombre d'échelons et de la durée d'ancienneté : les durées d'échelon du premier grade (adjoints) et du second grade (adjoints principaux de 2<sup>ème</sup> classe) ont été diminuées sur les 7 premiers échelons (qui sont désormais d'un an). Ainsi, la durée du grade a été ramenée de 25 à 19 ans pour le premier grade et de 25 à 20 ans pour le second grade. Le grade d'agent de maîtrise a également été concerné.
- Revalorisation des échelles de rémunération : l'échelonnement indiciaire a également été revalorisé pour s'aligner sur la hausse du SMIC.

##### **☞ Dégel de la valeur du point d'indice au 1<sup>er</sup> juillet 2022**

Le point d'indice permettant de calculer le traitement de base des agents était totalement gelé depuis 2017 et s'élevait à 4,68 €. Pour faire face à la hausse de l'inflation, le point d'indice a été revalorisé de 3,5% au 1<sup>er</sup> juillet 2022 et s'élève donc à 4,85 €. Cette nouvelle charge pour la collectivité a impacté le budget pour l'année 2022.

##### **☞ Réforme de la catégorie B au 1<sup>er</sup> septembre 2022**

La dernière réforme en date est celle du 31 août 2022 revalorisant la carrière et la rémunération des agents de catégorie B. Elle modifie la structure de carrière de différents cadres d'emplois de fonctionnaires de catégorie B, en réduisant la durée de certains échelons et grades.

- Augmentation Générale de 100 € nets annuels : l'ensemble des agents de la collectivité a bénéficié d'une augmentation de leur régime indemnitaire à hauteur de 100 € nets annuels.

**Pour 2023**, il est envisagé une progression de la masse salariale en raison essentiellement des éléments suivants :

- évolution de la carrière des agents et leur avancement,
  - revalorisation des grilles indiciaires
  - création de poste
  - remplacements éventuels des agents indisponibles,
- ↳ avec un niveau d'inflation toujours soutenu en 2023, le point d'indice pourrait à nouveau subir une revalorisation.

#### **d. Les avantages en nature :**

- Participation de la Communauté de Communes pour le risque Santé et Prévoyance
- Adhésion au CNAS pour l'ensemble du personnel

### e. Le temps de travail

- Administration générale : 39h compensées par des jours ARTT
- Piscines : 35 h
- AAGV : 35 h augmentées des temps d'astreintes
- BMI : 35 h

Le recours aux heures supplémentaires payées concerne essentiellement le personnel des piscines. Elles répondent à des besoins liés à l'absence d'un agent (maladie, formation, congé) ou à un surcroît d'activité pendant la période estivale. En 2020, cela représentait 393 h pour le personnel permanent et 261 h pour le personnel saisonnier.

En 2021 : les heures supplémentaires payées s'établissent à 468 h pour le personnel permanent et 157 h pour le personnel saisonnier.

En 2022 : les heures supplémentaires payées s'établissent à 748,88 h pour le personnel permanent et 427,51 h pour le personnel saisonnier.

### f. Absentéisme

L'absentéisme est en forte progression.

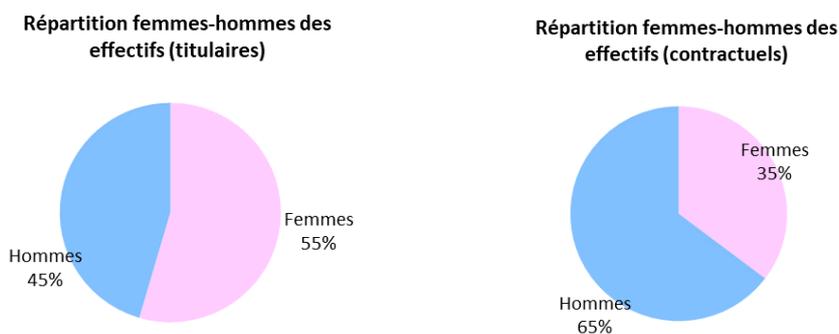
Agents CNRACL		
Type de risque	Absence 2021 en nb de jours	Absence 2022 en nb de jours
Congé de maladie ordinaire	426	988
Congé de maladie de longue durée	364	364
Congé pour invalidité imputable au Service	0	292
Congé de maternité	58	53
Congé de paternité	11	4

Agents IRCANTEC		
Type de risque	Absence 2021 en nb de jours	Absence 2022 en nb de jours
Congé de maladie ordinaire	225	557

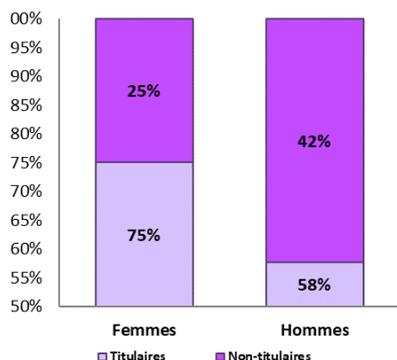
### g. Rapport égalité Femmes / Hommes

Le plan d'action 2021-2023 en matière d'égalité Femmes / Hommes a été adopté par délibération n°21-76 du 7 octobre 2021.

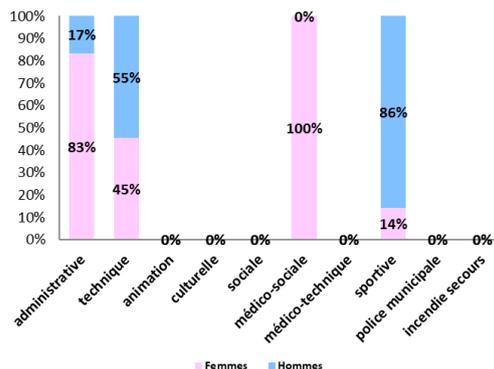
#### REPARTITION HOMMES FEMMES SUR EMPLOI PERMANENT 2022



## PART DES TITULAIRES ET NON TITULAIRES



## REPARTITION PAR FILIERES



## h. Rémunérations

Salaires bruts mensuels moyens (agents titulaires) :

	cat A	cat B	cat C	ensemble
Femmes	3 152 €	2 686 €	2 115 €	2 651 €
Hommes	3 566 €	2 820 €	2 418 €	2 935 €

Relevant de la Fonction Publique Territoriale, la rémunération des agents comprend :

- le traitement de base, déterminé par rapport à une grille indiciaire, en fonction du grade et de l'échelon, fixée par décret ;
- le régime indemnitaire, complément de traitement défini par la collectivité et comprenant des primes et indemnités afférentes aux différents cadres d'emplois territoriaux. Les primes sont déterminées en lien avec les fonctions exercées, que le poste soit occupé par un homme ou une femme.

Depuis 1<sup>er</sup> janvier 2021, l'ensemble du personnel est désormais éligible au RIFSEEP.

Sur ces bases, la rémunération de fonctionnaires territoriaux obéit aux principes de parité et d'égalité de traitement, garantissant un égal salaire entre les femmes et les hommes relevant d'un même cadre d'emploi, justifiant d'une même ancienneté et exerçant les mêmes fonctions.

## i. Déroulement de carrière 2022

### AVANCEMENT DE GRADE 2022

	Femmes			Hommes		
	Total	nbre d'avancements	%	Total	nbre d'avancements	%
cat A	5	1	20%	2		0%
cat B	3		0%	9		0%
cat C	10	1	10%	4		0%
Ensemb	18	2	11%	15	0	0%

### PROMOTIONS INTERNES 2022

	Femmes			Hommes		
	Total	nbre de promotion	%	Total	nbre de promotion	%
cat A	5		0%	2		0%
cat B	3		0%	9		0%
cat C	10		0%	4		0%
Ensemb	18	0	0%	15	0	0%

## 2.2. LES ELUS

INDEMNITES	2019	2020	2021	2022	DOB 2023
Elus	136 098,12	138 808,81	143 633,07	148 661,55	150 400,00
Nombres	7	7	8	8	8

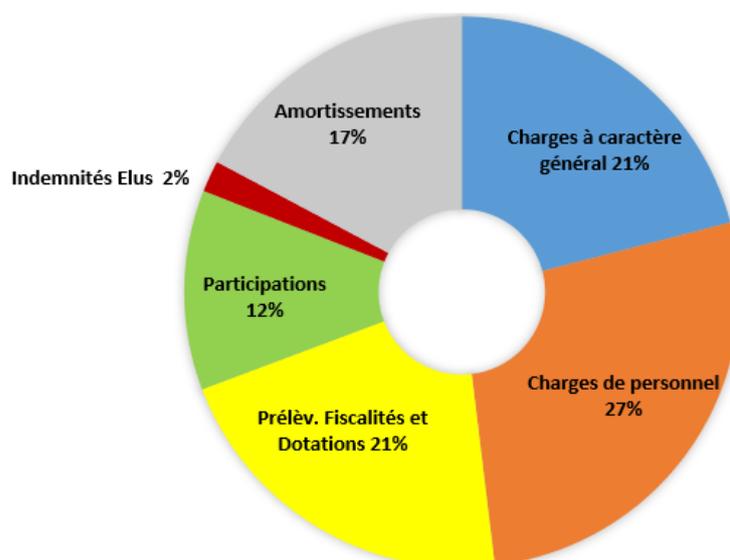
## 2.3. SUBVENTIONS VERSEES

OBJET	2019	2020	2021	2022	Prévision 2023
<b>Participations annuelles</b>					
ANIMATION PEPINIÈRE-TREMPIN	15 000,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00
MISSION LOCALE	40 628,00	40 823,00	40 935,00	45 150,60	45 320,00
EPICERIE SOCIALE	40 628,00	40 823,00	40 935,00	41 046,00	41 200,00
EPICERIE SOCIALE - Exceptionnelle déménagement	-	-	-	6 790,00	-
OFFICE DE TOURISME	250 000,00	250 000,00	250 000,00	250 000,00	250 000,00
OFFICE DE TOURISME - compensation Taxe de séjour non perçue	-	-	55 000,00	-	-
SM Territoire Bruche Mossig (SCOT de la Bruche)	134 000,00	-	-	-	-
Plan Climat Air Energie	37 600,00	-	-	-	-
PETR	-	233 010,96	233 010,96	233 010,96	235 000,00
SM BASSIN BRUCHE MOSSIG (GEMAPI)	20 000,00	50 000,00	60 000,00	120 000,00	120 000,00
TOUR-VELO (divers associations)	3 200,00	2 400,00	3 600,00	3 600,00	3 600,00
CARTE CULTURE	500,00	500,00	-	1 000,00	500,00
VELO PAR NATURE	3 696,00	7 876,00	4 180,00	-	-
APRONA	-	-	-	540,00	540,00
CLUB VOSGIEN	-	-	-	-	1 950,00
NATURA 2000	7 150,00	2 447,00	9 597,00	-	5 000,00
INITIATIVE BRUCHE MOSSIG PIEMONT	3 000,00	3 000,00	-	3 000,00	3 000,00
INITIATIVE BRUCHE MOSSIG PIEMONT - Dotations	27 000,00	20 025,00	-	4 500,00	-
Cotisation ADIRA	70,00	70,00	70,00	70,00	70,00
<b>Participations exceptionnelles</b>					
UKRAINE	-	-	-	41 046,00	-
TURQUIE - SYRIE	-	-	-	-	41 197,00
MARATHON DU VIGNOBLE D'ALSACE	10 199,17	-	-	-	-
FORT DE MUTZIG	7 511,80	-	-	-	-
TEMPETE ALEX - ASSO DES MAIRES DES ALPES MAR	-	10 000,00	-	-	-
<b>Participations sentiers touristiques</b>					
Réalisation d'un sentier sensoriel à OBERHASLACH	-	8 965,00	-	-	-
Création du sentier des croix à SOULTZ LES BAINS botanique MUTZIG et WOLXHEIM	-	1 161,00	-	-	-
Création du sentier Wurmweg à Gresswiller	-	-	1 450,00	-	-
<b>Subventions aux particuliers</b>					
Subvention VAE	-	30 700,00	90 800,00	86 700,00	80 000,00
<b>Autres participations</b>					
Reversement taxe de séjour	111 407,45	98 597,07	51 934,82	89 706,45	90 000,00
<b>TOTAL</b>	<b>600 182,97</b>	<b>815 398,03</b>	<b>837 318,78</b>	<b>941 160,01</b>	<b>932 377,00</b>

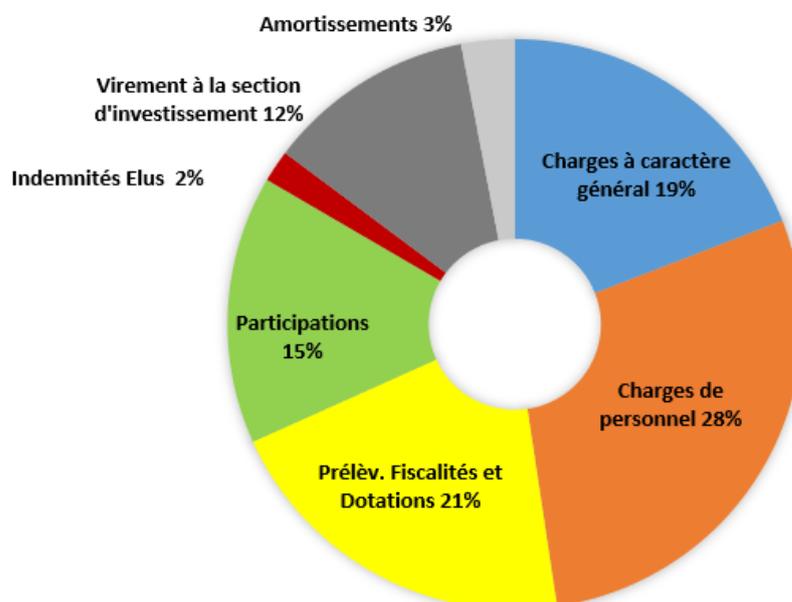
## 2.4. LES DEPENSES GLOBALES DE FONCTIONNEMENT

Chap	Libellé	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	BP 2023	Evolution n/n-1
011	Charges à caractère général	1 338 638,57	1 261 537,56	1 428 641,48	1 690 736,06	1 588 360	-6%
012	Charges de personnel	1 993 290,55	1 951 619,64	1 995 790,30	2 192 694,98	2 376 850	8%
014	Atténuation de produits	1 038 680,89	1 058 789,17	1 248 685,28	1 708 150,11	1 715 000	0%
65	Autres charges de gestion courante	820 022,00	919 650,03	903 185,28	1 095 354,48	1 415 515	29%
	<b>Total des dépenses de gestion courante</b>	<b>5 190 632,01</b>	<b>5 191 596,40</b>	<b>5 576 302,34</b>	<b>6 686 935,63</b>	<b>7 095 725</b>	<b>6%</b>
66	Charges financières	-	-	-	-	-	-
67	Charges exceptionnelle	22 686,48	87 125,50	94 416,78	-	6 200	-
68	Dotations aux amort. et aux provisions	-	-	-	-	50 000	-
022	Dépenses imprévues	-	-	-	-	-	-
	<b>Total dépenses réelles de fonctionnement</b>	<b>5 213 318,49</b>	<b>5 278 721,90</b>	<b>5 670 719,12</b>	<b>6 686 935,63</b>	<b>7 151 925</b>	<b>7%</b>
023	Virement à la section d'investissement	-	-	-	-	977 025	-
042	Opération d'ordre de transfert entre section	157 620,80	244 551,31	1 418 916,36	243 419,24	250 000	3%
043	Opération d'ordre à l'intérieur de la section	-	-	-	-	-	-
	<b>Total des dépenses d'ordres de fonctionnement</b>	<b>157 620,80</b>	<b>244 551,31</b>	<b>1 418 916,36</b>	<b>243 419,24</b>	<b>1 227 025</b>	<b>404%</b>
	<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>5 370 939,29</b>	<b>5 523 273,21</b>	<b>7 089 635,48</b>	<b>6 930 354,87</b>	<b>8 378 950</b>	<b>21%</b>
	Pour inf D002 Déficit de fonctionnement reporté	-	-	-	-	-	-

### REPARTITION DES DEPENSES POUR 100 € DE RECETTES – Compte Administratif 2022



### REPARTITION DES DEPENSES POUR 100 € DE RECETTES – Orientations Budgétaires 2023

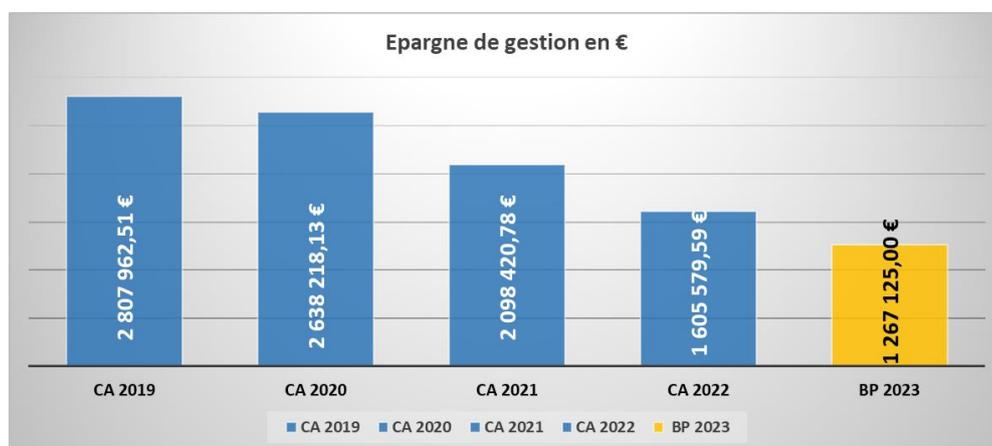


### 3. Bilan

#### 3.1. L'ÉPARGNE DE LA CCRMM (BUDGET PRINCIPAL)

##### EVOLUTION DE LA GESTION COURANTE DE FONCTIONNEMENT

	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	BP 2023	Evolution n/n-1
Dépenses courantes en €	5 190 632,01	5 191 596,40	5 576 302,34	6 686 935,63	7 095 725	6%
Recettes courantes en €	7 998 594,52	7 829 814,53	7 674 723,12	8 292 515,22	8 362 850	1%
<b>Epargne de gestion en €</b>	<b>2 807 962,51</b>	<b>2 638 218,13</b>	<b>2 098 420,78</b>	<b>1 605 579,59</b>	<b>1 267 125</b>	<b>-21%</b>



#### DOB 2023 : Des prévisions budgétaires qui tiennent compte :

- de l'inscription de crédits pour dépenses imprévues  
(crédits que l'on ne retrouve pas sur les résultats des années précédentes)
- des charges de personnel supplémentaires liées à la création d'un poste de chargé de projet Energie 18, et revalorisations des salaires (revalorisation du point d'indice de 3.5 depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2022, revalorisation du minimum de traitement dans la fonction publique au 1<sup>er</sup> janvier 2023)
- des coûts de fonctionnement en augmentation en tenant compte de l'inflation nationale,
- des coûts de fonctionnement en augmentation : énergie, assurances et matières premières
- des recettes estimées prudemment
- du produit lié l'instauration de la Taxe GEMAPI

## COMMENTAIRES :

### 2019 :

- Bornes de recharge : installation, maintenance et charges de fonctionnement
- Tourisme : sentiers touristiques
- Plan Climat
- Initiative Bruche Mossig
- GEMAPI
- MIGE : Indemnités de résiliation
- Fort de Mutzig
- Charges de personnel : mission SIG contrat de recrutement NP
- Fourrière DSP (compét. retirée)
- Subvention MVA : remplacement congé de maternité
- AAGV : migration logiciel Télégestion - WEB accueil

### 2020 :

- Bornes de recharges : installation (suite), maintenance et charge de fonctionnement
- Renouvellement contrat NP SIG
- Remplacements d'agents : maternité et départ en retraites
- Maintien de la piscine de MUTZIG
- Fort de MUTZIG - Etudes
- Mutualisation : Electricité nouveau contrat
- Participation SMOB, PETR
- Subvention Vélo à Assistance Electrique
- Déploiement Très Haut Débit
- Charges Covid-19 : achat de masques
- Participation au Fonds de Résistance Grand Est

### 2021 :

- Bornes de recharges : installation (fin), maintenance et charge de fonctionnement
- Mutualisation : Electricité- Gaz nouveau Marché 2022-2025
- Participation SMOB, PETR
- Subvention Vélo à Assistance Electrique prolongation
- Déploiement Très Haut Débit - suite
- Subvention complémentaire compensation perte taxe de séjour
- Prélèvement complémentaire Eaux pluviales

### 2022 :

- Bornes de recharges : installation siège, maintenance et charge de fonctionnement
- Mutualisation : Marché Ascenseur
- Participation SMOB (en hausse)
- Subvention Vélo à Assistance Electrique - prolongation
- Mutualisation : informatique, sauvegarde...
- Achats casques vélo enfants opération sécurité enfants
- Subvention Ukraine,
- Hausse des coûts d'énergie, assurances,...
- Revalorisation du point d'indice
- Frais location matériels informatiques
- Solidarité FPIC

### 2023 : Gestion récurrente

- Gestion du Siège
- Gestion du RPE
- Gestion des piscines : entretien et réparation
- Gestion de la BMI
- Entretien des pistes cyclables : fauchage, balayage, signalisation
- Entretien ZA : Espaces verts, bassin d'assainissement
- Entretien des cours d'eau et digues : fauchage, marché d'entretien
- Tourisme : sentiers touristiques, participation annuelle
- Participations SMOB, PETR
- Subventions OTI
- Gestion des Bornes

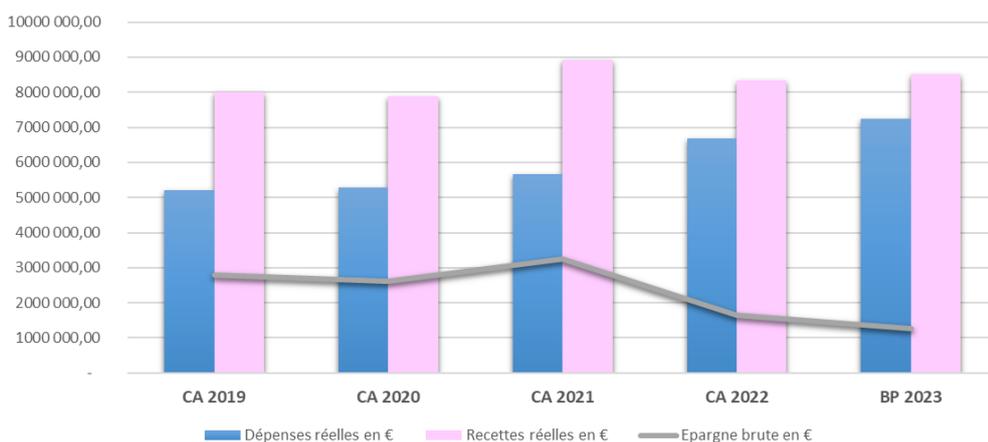
### 2023 : charges nouvelles

- Maintien en état de la piscine de MUTZIG
- Poursuite de la Mutualisation
- Subvention Vélo Electrique - suite
- Hausse des prix : Energie- Assurance - pellets
- Fort de Mutzig
- Subvention Aide à la Turquie- Syrie
- Charges salariales
- création de poste - Energie 18

## EPARGNE BRUTE (capacité d'autofinancement) RRF-DRF

	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	BP 2023	Evolution n/n-1
Dépenses réelles en €	5 213 318,49	5 278 721,90	5 670 719,12	6 686 935,63	7 101 925	6,21%
Recettes réelles en €	8 014 571,75	7 890 630,09	8 931 575,34	8 344 502,02	8 373 950	0,35%
<b>Epargne brute en €</b>	<b>2 801 253,26</b>	<b>2 611 908,19</b>	<b>3 260 856,22</b>	<b>1 657 566,39</b>	<b>1 272 025</b>	<b>-23,26%</b>

### Epargne brute



## RELATION AVEC LES COMMUNES

### BILAN DES MUTUALISATIONS :

- Hébergement du site internet
- Banque de Matériel Intercommunale
- Système d'Information Géographique intercommunal
- Numérisation du réseau d'éclairage public
- Participation au schéma directeur territorial d'aménagement numérique
- Participation financière à la Mission Locale
- Participation financière à une Epicerie Solidaire
- Dématérialisation des actes administratifs et budgétaires
- Mutualisation de l'abonnement « coffre-fort électronique » pour l'archivage des documents associés au service « FAST -ACTES »
- Soutien et accompagnement des Communes dans la dématérialisation des actes soumis au Contrôle de Légalité (avenant pour les marchés publics)

### Mutualisation des Marchés :

#### Mutualisation des Marchés de fournitures d'électricité

**2015** : Accord-cadre : Marché de fournitures d'électricité (2016-2019)

**2020** : Renouvellement Accord-cadre : Marché de fournitures d'électricité (2020-2023)

**2023** : Renouvellement Accord-cadre : Marché de fournitures d'électricité (2024-2027)

#### Mutualisation des Marchés de fournitures de gaz

**2017** : Accord-cadre : Marché de fournitures de gaz (2018-2021)

**2021** : Renouvellement Accord-cadre : Marché de fournitures de gaz (2022-2025)

#### Mutualisation des systèmes d'impression

**2017** : Mutualisation des systèmes d'impression (2018-2021)

**2021** : Renouvellement des systèmes d'impression (2022-2026)

#### Mutualisation de la maintenance des ascenseurs

**2022** : Mutualisation de la maintenance des ascenseurs (2023-2026)

### 3.2. LA STRUCTURE GENERALE DU BUDGET - SECTION DE FONCTIONNEMENT

RECETTES	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	DOB 2023
<b>EXCEDENT DE FONCT.REPORTE</b>	<b>5 511 027</b>	<b>6 662 068</b>	-	-	
FISCALITE	6 091 463	6 193 184	5 867 431	6 091 247	6 380 780
D.G.F. -CRFP	231 633	253 744	277 735	304 086	303 000
F.P.I.C	- 391 225	- 398 990	- 407 480	- 863 219	- 870 000
F.C.T.V.A.	417	1 077	8 916	18 914	10 000
REPRISE PROVISION	-	-	-	-	
<b>TOTAL</b>	<b>11 443 314</b>	<b>12 711 083</b>	<b>5 746 603</b>	<b>5 551 028</b>	<b>5 823 780</b>

DEPENSES	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	DOB 2023
<b>1. POLITIQUES</b>	<b>1 831 292</b>	<b>2 023 272</b>	<b>2 254 996</b>	<b>2 318 975</b>	<b>2 432 235</b>
PISCINES	1 195 199	1 484 569	1 515 956	1 474 189	1 639 400
TOURISME dont subvention 250.000 €	259 410	256 588	309 618	254 548	257 000
AIRES ACCUEIL GENS DU VOYAGE	79 934	72 927	124 549	126 728	-
ENTRETIEN PISTES CYCLABLES	39 796	17 243	29 663	116 228	102 300
ENTRETIEN COURS D'EAU et DIGUES+ GEMAPI	117 949	77 284	88 637	119 758	123 200
R.P.E.	28 271	41 824	57 975	24 591	65 400
GESTION BANQUE DE MATERIEL	44 732	45 788	46 760	53 093	80 805
TRANSPORT A LA DEMANDE	30 378	17 055	14 979	97 329	87 600
FRAIS DE GESTION DES Z.A.	31 780	31 229	44 757	36 161	52 000
BORNES	4 277	13 321	22 560	16 819	25 000
LOGEMENT	- 432	- 445	- 458	- 469	- 470
<b>2. PARTICIPATIONS SUBVENTIONS</b>	<b>332 834</b>	<b>463 725</b>	<b>478 934</b>	<b>596 954</b>	<b>742 520</b>
PARTICIPATION PETR	171 600	233 011	233 011	233 011	235 000
AIRES ACCUEIL GENS DU VOYAGE	-	-	-	-	150 000
PARTICIPATION SMOBBM	20 000	50 000	60 000	120 000	120 000
SUBVENTIONS	59 978	68 468	13 253	64 256	71 000
SUBVENTION VAE	-	30 600	90 800	86 700	80 000
EPICERIE SOCIALE	40 628	40 823	40 935	47 836	41 200
MISSION LOCALE	40 628	40 823	40 935	45 151	45 320
<b>3. COÛTS DE GESTION</b>	<b>948 187</b>	<b>1 000 573</b>	<b>985 497</b>	<b>977 532</b>	<b>1 422 000</b>
ADMINISTRATION GENERALE & ASSEMBLEE	948 187	1 000 573	985 497	1 024 557	1 223 000
DEPENSES IMPREVUES	-	-	-	47 025	159 000
PROVISION POUR RISQUE et CHARGES	-	-	-	-	40 000
AMORTISSEMENTS	157 621	166 769	180 783	243 419	250 000
<b>TOTAL</b>	<b>3 269 934</b>	<b>3 654 338</b>	<b>3 900 211</b>	<b>4 136 880</b>	<b>4 846 755</b>

<b>SOLDE</b>	<b>8 173 381</b>	<b>9 056 745</b>	<b>1 846 392</b>	<b>1 414 147</b>	<b>977 025</b>
--------------	------------------	------------------	------------------	------------------	----------------

#### CONCLUSION :

Le résultat de fonctionnement 2022 est cette année encore excédentaire. Nous avons constitué des réserves importantes pour des projets en voie d'aboutir.

#### Des charges nouvelles ou en augmentation sont à prévoir pour 2023, en particulier :

- actions de communication
- gestion des Bornes de recharge pour véhicules électriques
- frais d'entretien, de maintenances et de réparation de la piscine de MUTZIG
- transport à la demande
- charges de personnel
- frais de fonctionnement : gaz, électricité, assurances
- frais de maintenances : copieurs, logiciel ...
- frais d'entretien

#### Les objectifs pour 2023 :

- ☞ ne pas augmenter la fiscalité
- ☞ réajuster les tarifs d'entrée de nos piscines
- ☞ poursuivre la solidarité envers les communes et avec les communes
- ☞ poursuivre une politique de relance :
  - des crédits importants restent ouverts pour la politique du vélo

### 3.3. PRESENTATION PAR FONCTION : DEPENSES ET RECETTES DE GESTION

#### PISCINE LE TRIANGLE A DACHSTEIN

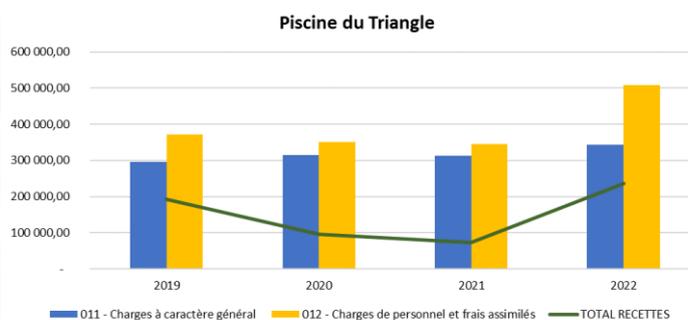
La Piscine a ouvert ses portes au public le 26 février 2017. 2018 est la première année d'exploitation complète. Les entrées augmentent.

**2020** : la fermeture de la piscine imposée par les confinements successifs et restrictions dans le cadre de la lutte contre la propagation de l'épidémie de Covid-19 a engendré une baisse des produits d'environ 110 000 €.

**2021** : baisse de fréquentation et des recettes toujours liée aux restrictions imposées dans le cadre de la crise sanitaire, à la mise en place du pass-sanitaire et au report des abonnements souscrits.

**2022** : des charges liées à des réparations, hausse des charges de personnels et une reprise de la fréquentation.

PISCINE DACHSTEIN - TRIANGLE	2019	2020	2021	2022	% 2019/2022
<b>DEPENSES</b>					
<b>011 - Charges à caractère général</b>					
Eau	38 121,80	28 353,62	27 228,88	28 042,50	-26,44%
Electricité	76 940,71	103 503,07	99 580,53	88 938,94	15,59%
Gaz - Chauffage urbain	16 941,75	10 690,56	26 871,37	25 789,46	52,22%
Carburants	802,10	698,55	1 283,61	1 151,47	43,56%
Produits de traitement	10 270,41	8 238,10	6 321,24	4 763,37	-53,62%
Pellets	34 042,16	49 443,67	57 759,44	38 349,56	12,65%
Fournitures d'entretien	6 589,95	5 660,82	1 254,69	11 694,11	77,45%
Petit équipement	31 632,33	11 119,39	17 702,35	12 602,43	-60,16%
Habillement et vêtements de travail	1 170,10	2 033,01	1 814,22	1 547,19	32,23%
Fournitures administratives	481,81	349,33	856,38	4 875,35	911,88%
Location copieur / location bouteille oxygène	2 130,50	1 063,31	1 734,00	342,12	-83,94%
Entretien Espaces Vert	8 745,60	9 225,60	8 841,60	10 017,60	14,54%
Entretien et réparations	5 562,32	19 155,03	15 402,10	42 061,94	656,19%
Maintenance	20 678,93	37 087,18	22 389,18	30 415,65	47,09%
Frais Assurances	2 466,41	2 510,66	2 518,80	2 299,07	-6,78%
Formations	4 133,73	7 359,01	6 592,69	8 351,74	102,04%
Frais Analyses des Eaux	2 735,15	5 234,32	2 197,28	3 868,73	41,44%
Transports des Eleves	11 500,00	4 060,00	3 338,00	10 812,00	-5,98%
Frais de télécommunications	5 517,59	5 651,13	5 800,66	5 966,42	8,13%
Frais de nettoyage des locaux	9 814,62	819,90	1 248,69	4 647,76	-52,64%
Redevances Ordures Ménagères	1 473,06	1 936,62	368,76	1 365,00	-7,34%
Divers	3 543,36	1 682,28	1 899,27	5 489,41	54,92%
<b>Total 011 - Charges à caractère général</b>	<b>295 294,39</b>	<b>315 875,16</b>	<b>313 003,74</b>	<b>343 391,82</b>	<b>16,29%</b>
<b>012 - Charges de personnel et frais assimilés</b>	<b>372 428,91</b>	<b>350 094,44</b>	<b>346 247,43</b>	<b>508 828,68</b>	<b>36,62%</b>
<b>65 - Autres charges de gestion courante</b>	<b>145,02</b>	<b>1 752,14</b>	<b>1 935,90</b>	<b>576,00</b>	<b>297,19%</b>
<b>Total DEPENSES</b>	<b>667 868,32</b>	<b>667 721,74</b>	<b>661 187,07</b>	<b>852 796,50</b>	<b>27,69%</b>
<b>RECETTES</b>					
<b>013 - Atténuations de charges</b>	<b>599,38</b>	<b>13 819,01</b>	<b>4 565,65</b>	<b>42 273,69</b>	<b>6952,90%</b>
<b>70 - Produits des services et ventes diverses</b>	<b>191 561,33</b>	<b>81 486,18</b>	<b>62 734,20</b>	<b>194 759,95</b>	<b>1,67%</b>
<b>74 - Dotations et participations</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6 000,00</b>	<b>-</b>	
<b>Total RECETTES</b>	<b>192 160,71</b>	<b>95 305,19</b>	<b>73 299,85</b>	<b>237 033,64</b>	<b>23,35%</b>



## PISCINE DE MUTZIG

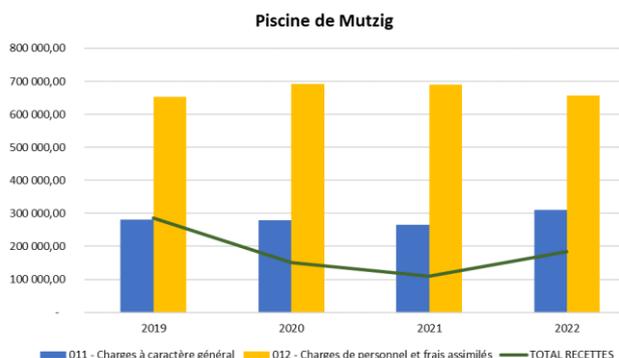
La Piscine de MUTZIG voit ses installations vieillir. Les travaux d'entretien et de réparation se multiplient. Les charges à caractère général augmentent sensiblement.

**2020** : la fermeture de la piscine imposée par les confinements successifs et restrictions dans le cadre de la lutte contre la propagation de l'épidémie de Covid-19 a engendré une baisse des produits d'environ 150 000 €.

**2021** : baisse de fréquentation et des recettes toujours liée aux restrictions imposées dans le cadre de la crise sanitaire, à la mise en place du pass-sanitaire et au report des abonnements souscrits, mais également à la vétusté des installations

**2022** : reprise de la fréquentation suite aux assouplissements des restrictions liées à la crise sanitaire : levé du pass-sanitaire, mais toujours des recettes inférieures à 2019 dues à la vétusté des installations.

PISCINE MUTZIG	2019	2020	2021	2022	% 2019/2022
<b>DEPENSES</b>					
<b>011 - Charges à caractère général</b>					
Eau	31 337,74	34 807,09	42 893,48	36 047,22	15,03%
Electricité	55 368,98	66 173,37	63 015,36	63 683,88	15,02%
Gaz - Chauffage urbain	66 254,06	51 919,93	65 006,82	89 889,24	35,67%
Carburants	1 371,73	1 245,79	1 920,04	2 318,21	69,00%
Produits de traitement	8 247,60	6 827,83	10 147,54	6 358,62	-22,90%
Fournitures d'entretien	7 032,20	8 277,10	870,50	6 689,35	-4,88%
Petit équipement	26 891,24	22 560,62	20 340,50	20 062,98	-25,39%
Habillement et vêtements de travail	1 391,84	2 216,67	2 168,16	1 584,65	13,85%
Fournitures administratives	1 000,77	903,14	1 115,66	3 724,93	272,21%
Location copieur / location bouteille oxygène	1 375,00	751,11	463,80	342,12	-75,12%
Entretien Espaces Vert	-	-	2 314,80	2 445,60	
Entretien et réparations	20 665,04	23 828,39	4 072,34	13 441,76	-34,95%
Maintenance	13 331,33	14 199,19	13 358,65	14 563,64	9,24%
Frais Assurances	2 713,99	2 682,07	2 698,45	2 028,17	-25,27%
Formations	3 277,48	8 242,74	7 108,43	9 170,81	179,81%
Frais Analyses des Eaux	2 486,02	1 882,80	4 198,04	1 142,28	-54,05%
Transports des Elèves	7 736,00	7 204,00	5 197,00	11 088,00	43,33%
Frais de télécommunications	5 705,75	5 301,04	5 412,39	4 350,48	-23,75%
Frais de nettoyage des locaux	13 367,46	8 154,42	4 387,26	9 696,53	-27,46%
Redevances Ordures Ménagères	4 330,31	4 587,30	897,98	2 677,20	-38,18%
Taxes foncières	5 394,00	5 677,00	6 582,00	6 962,00	29,07%
Divers	1 224,37	1 077,47	881,20	2 555,08	108,69%
<b>Total 011 - Charges à caractère général</b>	<b>280 502,91</b>	<b>278 519,07</b>	<b>265 050,40</b>	<b>310 822,75</b>	<b>10,81%</b>
<b>012 - Charges de personnel et frais assimilés</b>	<b>652 056,09</b>	<b>691 860,63</b>	<b>689 380,29</b>	<b>656 159,87</b>	<b>0,63%</b>
<b>Total DEPENSES</b>	<b>932 559,00</b>	<b>970 379,70</b>	<b>954 430,69</b>	<b>966 982,62</b>	<b>3,69%</b>
<b>RECETTES</b>					
<b>013 - Atténuations de charges</b>	<b>14 772,40</b>	<b>40 945,76</b>	<b>19 425,48</b>	<b>22 038,83</b>	<b>49,19%</b>
<b>70 - Produits des services, du domaine et ventes d</b>	<b>269 550,98</b>	<b>110 416,03</b>	<b>83 570,20</b>	<b>162 706,43</b>	<b>-39,64%</b>
<b>74 - Dotations et participations</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6 000,00</b>	<b>-</b>	<b>0,00%</b>
<b>Total RECETTES</b>	<b>284 323,38</b>	<b>151 361,79</b>	<b>108 995,68</b>	<b>184 745,26</b>	<b>-35,02%</b>



## PISCINE DE PLEIN AIR

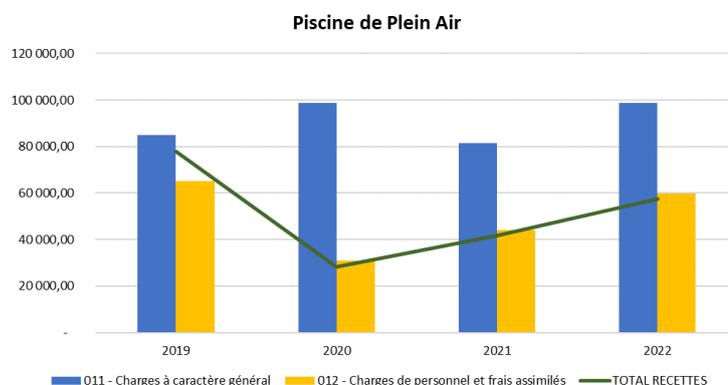
La piscine de plein air a fait l'objet d'une réhabilitation en 2016. Les charges affichent une certaine stabilité, hormis une fuite d'eau constatée pendant le confinement qui a généré des frais supplémentaires.

La fréquentation est dépendante de la météo. En 2020, la piscine a pu ouvrir tardivement au public avec un protocole sanitaire strict et une FMI réduite. On note une baisse des produits d'environ 50 000 €.

**2021** : une météo peu clémente

**2022** : une météo favorable

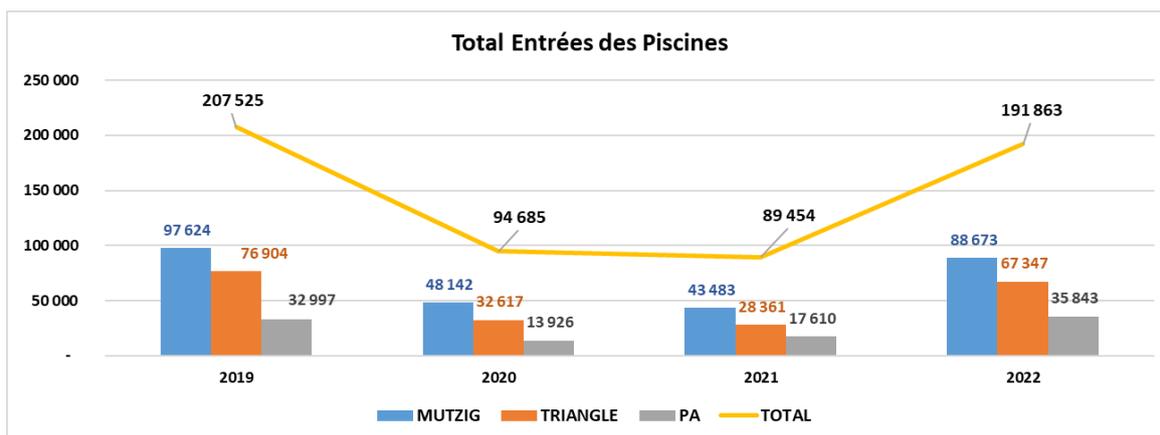
PISCINE DE PLEIN AIR	2019	2020	2021	2022	2019 / 2022 %
<b>DEPENSES</b>					
<b>011 - Charges à caractère général</b>					
Eau	23 105,44	49 693,80	20 325,96	20 887,14	-9,60%
Electricité	14 282,48	13 641,57	16 000,67	19 818,61	38,76%
Gaz - Chauffage urbain	12 996,84	8 073,01	13 033,03	11 396,04	-12,32%
Produits de traitement	3 685,20	3 071,09	3 475,18	6 740,97	82,92%
Fournitures d'entretien	664,83	844,12	384,13	1 192,10	79,31%
Petit équipement	11 671,75	3 909,18	5 633,34	7 533,00	-35,46%
Habillement et vêtements de travail	517,84	451,28	464,16	371,94	-28,17%
Fournitures administratives	23,00	140,16	243,40	135,62	489,65%
Location bouteille oxygène	46,50	163,43	508,20	313,47	574,13%
Entretien Espaces Vert	6 061,50	6 103,20	3 892,80	13 192,80	117,65%
Entretien et réparations	2 047,20	1 908,50	8 835,26	4 512,95	120,44%
Maintenance	2 880,26	4 129,87	3 519,69	4 027,37	39,83%
Frais Assurances	218,15	221,80	221,80	159,46	-26,90%
Frais Analyses des Eaux	837,26	668,52	1 259,90	1 109,73	32,54%
Frais de gardiennage	4 530,05	5 188,32	2 432,64	5 906,88	30,39%
Frais de télécommunications	323,73	260,70	325,21	770,59	138,03%
Divers	1 038,43	333,50	828,13	701,32	-32,46%
<b>Total 011 - Charges à caractère général</b>	<b>84 930,46</b>	<b>98 802,05</b>	<b>81 383,50</b>	<b>98 769,99</b>	<b>16,30%</b>
<b>012 - Charges de personnel et frais assimilés</b>	<b>65 230,79</b>	<b>30 900,43</b>	<b>44 147,54</b>	<b>59 677,22</b>	<b>-8,51%</b>
<b>Total DEPENSES</b>	<b>150 161,25</b>	<b>129 702,48</b>	<b>125 531,04</b>	<b>158 447,21</b>	<b>5,52%</b>
<b>RECETTES</b>					
<b>013 - Atténuations de charges</b>	-	<b>382,73</b>	<b>242,96</b>	-	
<b>70 - Produits des services et ventes diverses</b>	<b>77 646,05</b>	<b>27 771,00</b>	<b>41 544,00</b>	<b>57 410,40</b>	<b>-26,06%</b>
<b>Total RECETTES</b>	<b>77 646,05</b>	<b>28 153,73</b>	<b>41 786,96</b>	<b>57 410,40</b>	<b>-26,06%</b>



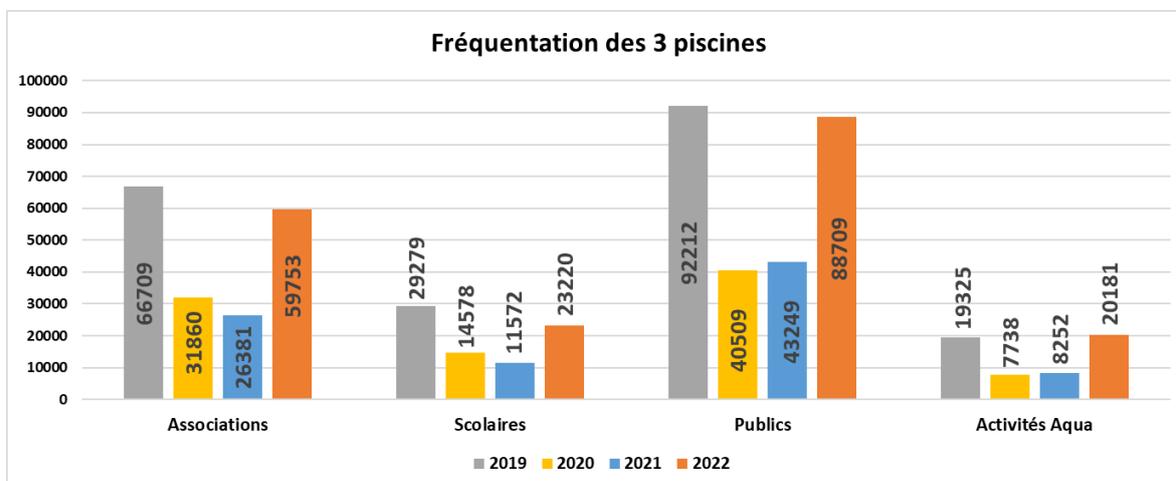
## ➔ BILAN DES 3 PISCINES

3 PISCINES	2019	2020	2021	2022
Dépenses	1 758 394,33	1 770 874,98	1 743 270,83	1 978 526,33
Recettes	556 154,99	280 820,76	225 971,74	505 548,56
RESULTAT	- 1 202 239,34	- 1 490 054,22	- 1 517 299,09	- 1 472 977,77

### Présentation par Piscine :



### Présentation par Utilisateur :

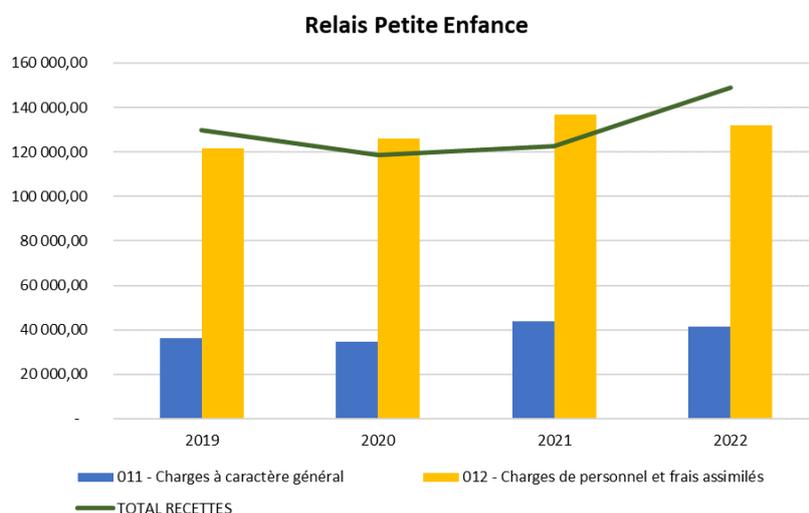


## ➔ RELAIS PETITE ENFANCE – RPE

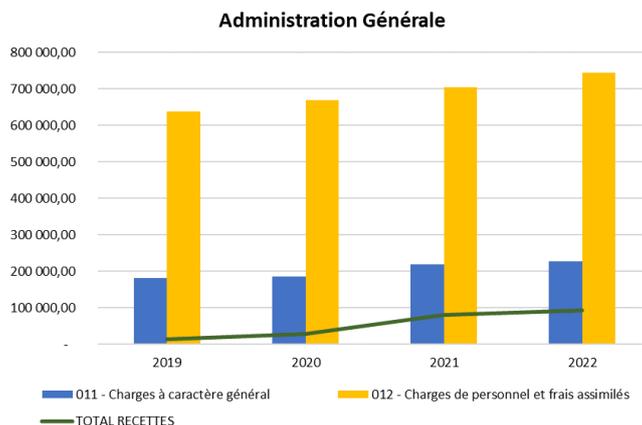
Les Relais Assistants Maternels (RAM), aujourd’hui renommés Relais Petite Enfance (RPE) suite à l’application au 1<sup>er</sup> septembre 2021 du décret du 25 août 2021, sont les interlocuteurs privilégiés dans la relation entre le parent employeur et l’assistant maternel salarié. Ils jouent un rôle essentiel dans la bonne diffusion de l’information et pour répondre aux attentes des parents employeurs et de leurs salariés.

Le RAM a été créé en **2009**.

RELAIS PETITE ENFANCE	2019	2020	2021	2022	% 2019/2022
<b>DEPENSES</b>					
<b>011 - Charges à caractère général</b>					
Eau	151,61	149,32	160,62	142,35	-6,11%
Electricité	1 827,95	2 090,15	2 301,40	2 119,05	15,92%
Gaz - Chauffage urbain	3 258,61	2 850,62	3 816,36	4 437,93	36,19%
Fournitures d'entretien	788,25	1 409,95	1 674,43	563,68	-28,49%
Petit équipement	1 088,56	765,92	986,28	768,62	-29,39%
Fournitures administratives	811,34	144,38	341,25	32,92	-95,94%
Fournitures bricolage / Livres ..	2 143,95	1 046,85	1 534,66	866,70	-59,57%
Location copieur	-	-	-	266,40	
Maintenance	2 235,17	1 435,28	2 424,60	1 071,87	-52,05%
Frais Assurances	181,79	184,83	184,83	132,88	-26,90%
Formations	1 959,76	1 396,91	269,10	65,00	-96,68%
Soutien Parentalité	8 399,30	9 908,13	12 689,01	8 713,64	3,74%
Réceptions	2 684,56	916,79	1 822,36	1 551,50	-42,21%
Frais d'affranchissement	1 624,70	2 601,98	2 927,20	1 378,00	-15,18%
Frais de télécommunications	1 145,41	3 453,86	2 053,90	1 717,11	49,91%
Frais de nettoyage des locaux	1 392,43	690,17	643,97	4 676,42	235,85%
Animations	6 138,00	4 860,00	9 294,90	11 072,00	80,38%
Divers	433,40	657,04	543,00	1 684,13	288,59%
<b>Total 011 - Charges à caractère général</b>	<b>36 264,79</b>	<b>34 562,18</b>	<b>43 667,87</b>	<b>41 260,20</b>	<b>13,77%</b>
<b>012 - Charges de personnel et frais assimilés</b>	<b>121 808,24</b>	<b>125 906,92</b>	<b>136 856,02</b>	<b>132 213,71</b>	<b>8,54%</b>
<b>Total DEPENSES</b>	<b>158 073,03</b>	<b>160 469,10</b>	<b>180 523,89</b>	<b>173 473,91</b>	<b>9,74%</b>
<b>RECETTES</b>					
<b>013 - Atténuations de charges</b>	-	31,00	-	22 054,69	0,00%
<b>70 - Produits des services et ventes diverses</b>	54 088,87	40 976,66	75 809,39	77 596,63	43,46%
<b>74 - Dotations et participations</b>	75 712,87	77 672,38	46 739,37	49 335,17	-34,84%
<b>Total RECETTES</b>	<b>129 801,74</b>	<b>118 680,04</b>	<b>122 548,76</b>	<b>148 986,49</b>	<b>14,78%</b>



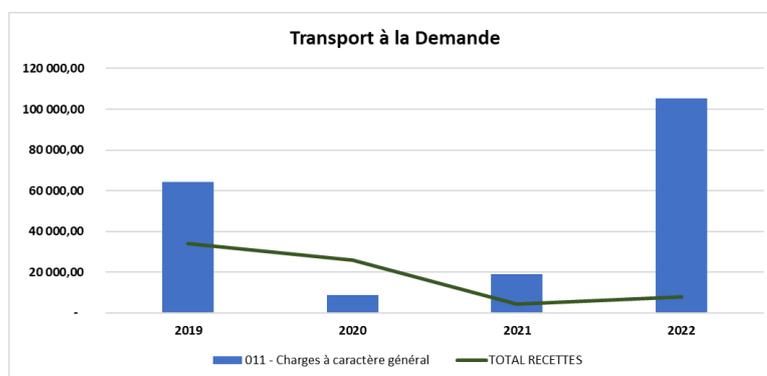
ADMINISTRATION GENERALE	2019	2020	2021	2022	% 2019/2022
<b>DEPENSES</b>					
<b>011 - Charges à caractère général</b>					
Eau	727,70	716,68	770,97	683,28	-6,10%
Electricité	8 774,11	10 032,67	11 046,69	9 946,26	13,36%
Gaz - Chauffage urbain	7 856,39	6 685,24	8 632,62	9 735,04	23,91%
Carburants	1 424,10	681,58	1 081,82	1 526,29	7,18%
Fournitures d'entretien	2 322,12	3 773,04	3 597,45	2 143,88	-7,68%
Petit équipement	580,89	974,78	1 442,59	636,31	9,54%
Habillement et vêtements de travail	29,08	11 679,63	463,98	16,27	-44,05%
Fournitures administratives	3 824,80	4 574,01	3 309,96	5 701,10	49,06%
Location copieur				1 414,44	
Location Voiture	5 035,44	4 195,44	4 195,44	3 845,82	-23,62%
Entretien Espaces Verts	2 904,88	2 909,88	2 919,88	3 068,00	5,62%
Entretien et réparations	2 995,33	784,99	10 471,12	1 245,10	-58,43%
Entretien Siège	1 629,54	6 386,95	6 370,99	570,00	-65,02%
Maintenance	33 427,72	44 704,44	38 637,23	33 302,33	-0,38%
Frais Assurances	9 819,30	10 106,83	9 975,76	33 818,61	244,41%
Formations	697,37	2 580,74	564,79	1 687,03	141,91%
Honoraires	3 000,00	-	9 000,00	-	-100,00%
Fête et Cérémonie	4 744,46	1 404,78	5 018,96	5 804,25	22,34%
Réceptions	12 703,73	8 827,19	9 450,76	7 964,02	-37,31%
Frais d'affranchissement	6 623,21	3 958,76	6 084,57	4 720,85	-28,72%
Frais de télécommunications	16 991,89	19 877,19	17 209,42	12 685,81	-25,34%
Frais de nettoyage des locaux	6 683,67	3 312,79	3 091,03	20 467,26	206,23%
Redevances Ordures Ménagères	1 191,90	1 458,67	609,93	862,50	-27,64%
Taxes foncières	491,00	485,00	483,00	475,00	-3,26%
Frais Insertions Presse - AAPC	540,00	2 700,00	5 400,00	1 728,00	220,00%
Plate-Forme AMP	-	1 000,00	1 000,00	2 000,00	
Divers	5 656,68	4 932,75	5 085,40	5 253,15	-7,13%
<b>Total 011 - Charges à caractère général</b>	<b>140 675,31</b>	<b>158 744,03</b>	<b>165 914,36</b>	<b>171 300,60</b>	<b>21,77%</b>
<b>012 - Charges de personnel et frais assimilés</b>	<b>638 818,48</b>	<b>668 668,53</b>	<b>705 006,39</b>	<b>745 280,66</b>	<b>16,67%</b>
<b>65 - Autres charges de gestion courante</b>	<b>500,06</b>	<b>42 635,09</b>	<b>5 684,20</b>	<b>8 217,12</b>	<b>1543,23%</b>
<b>Total DEPENSES</b>	<b>779 993,85</b>	<b>870 047,65</b>	<b>876 604,95</b>	<b>924 852,38</b>	<b>18,57%</b>
<b>RECETTES</b>					
<b>013 - Atténuations de charges</b>	<b>8 805,12</b>	<b>16 155,57</b>	<b>25 406,61</b>	<b>31 407,99</b>	<b>256,70%</b>
<b>70 - Produits des services et ventes diverses</b>	<b>4 864,59</b>	<b>6 593,45</b>	<b>54 672,56</b>	<b>60 438,54</b>	<b>1142,42%</b>
<b>74 - Dotations et participations</b>	<b>-</b>	<b>5 100,00</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0,00%</b>
<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	<b>10 604,90</b>	<b>6 884,29</b>	<b>6 970,94</b>	<b>7 392,06</b>	<b>-30,30%</b>
<b>Total RECETTES</b>	<b>24 274,61</b>	<b>34 733,31</b>	<b>87 050,11</b>	<b>99 238,59</b>	<b>308,82%</b>



## ➔ TRANSPORT A LA DEMANDE

- 2020** Le service a fortement été impacté par l'épidémie de Covid-19 : cessation du service à partir du 17 mars et confinement total pendant 2 mois ; puis défaillance du nouveau délégataire PRESTA BRUCHE ; reprise minimale à partir du mois de juillet et service uniquement le matin.
- 2021** Jusqu'à la fin du contrat le 31 août 2021, avec le prestataire PRESTA BRUCHE, le service était toujours en service uniquement le matin de façon irrégulière.
- 2021** Nouveau prestataire : SYNERGYHP à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2021. Le service reprend son cours après de long mois de service minimal et la crise sanitaire.
- 2022** Reprise de l'activité.
- 2023** Le marché arrivera à échéance au 31 août 2023, une nouvelle consultation est à prévoir pour un démarrage au 1<sup>er</sup> septembre 2023.

TRANSPORT A LA DEMANDE	2019	2020	2021	2022	% 2019/2022
<b>DEPENSES</b>					
<b>011 - Charges à caractère général</b>					
Frais de télécommunications	650,99	495,57	486,31	825,43	26,80%
Frais de Transports	61 051,39	8 406,29	18 170,58	102 703,97	68,23%
Tickets / Flyers	2 011,20	-	-	1 290,00	-35,86%
Divers	640,27	-	482,74	456,00	-28,78%
<b>Total 011 - Charges à caractère général</b>	<b>64 353,85</b>	<b>8 901,86</b>	<b>19 139,63</b>	<b>105 275,40</b>	<b>63,59%</b>
<b>Total DEPENSES</b>	<b>64 353,85</b>	<b>8 901,86</b>	<b>19 139,63</b>	<b>105 275,40</b>	<b>63,59%</b>
<b>RECETTES</b>					
<b>70 - Produits des services et ventes diverses</b>	<b>756,91</b>	<b>472,01</b>	<b>61,06</b>	<b>91,14</b>	<b>-87,96%</b>
<b>74 - Dotations et participations</b>	<b>33 218,95</b>	<b>25 485,21</b>	<b>4 100,06</b>	<b>7 855,08</b>	<b>-76,35%</b>
<b>Total RECETTES</b>	<b>33 975,86</b>	<b>25 957,22</b>	<b>4 161,12</b>	<b>7 946,22</b>	<b>-76,61%</b>



## ➔ COMMUNICATION

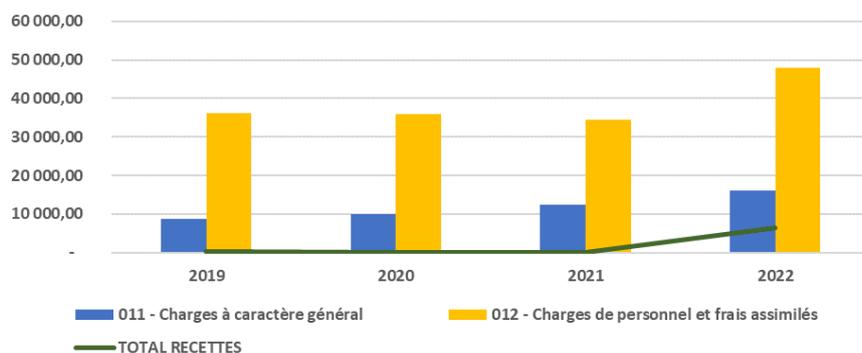
COMMUNICATION	2019	2020	2021	2022	2019 / 2022 %
<b>DEPENSES</b>					
<b>011 - Charges à caractère général</b>					
Avenir Ensemble - Cartes de Vœux	9 865,04	6 070,62	16 858,52	7 507,20	-23,90%
Maintenance et Hébergement sites Internet	4 788,00	4 464,00	13 200,00	15 936,00	232,83%
Opération Sécurité à Vélo	-	-	10 562,40	2 674,20	
Tour-Vélo	11 467,19	12 124,93	11 095,70	23 020,50	100,75%
Divers	13 863,36	4 274,58	905,29	2 268,00	-83,64%
<b>Total 011 - Charges à caractère général</b>	<b>39 983,59</b>	<b>26 934,13</b>	<b>52 621,91</b>	<b>51 405,90</b>	<b>28,57%</b>
<b>Subventions (Tour-vélo,VAE..)</b>	<b>13 399,17</b>	<b>33 000,00</b>	<b>94 400,00</b>	<b>90 300,00</b>	<b>573,92%</b>
<b>Total DEPENSES</b>	<b>53 382,76</b>	<b>59 934,13</b>	<b>147 021,91</b>	<b>141 705,90</b>	<b>165,45%</b>

## BANQUE DE MATERIELS

La banque de matériels est en service depuis 2017.

BANQUE DE MATERIELS	2019	2020	2021	2022	% 2019/2022
<b>DEPENSES</b>					
<b>011 - Charges à caractère général</b>					
Eau	148,18	150,41	184,74	154,39	4,19%
Electricité	998,31	1 118,98	1 165,99	1 328,07	33,03%
Carburants	95,10	692,68	587,73	534,21	461,74%
Fournitures d'entretien	153,41	211,61	-	287,81	87,61%
Petit équipement	4 168,66	1 303,29	5 082,62	8 073,12	93,66%
Habillement et vêtements de travail	-	207,95	142,20	587,75	0,00%
Fournitures administratives	885,94	226,07	52,12	606,39	-31,55%
Entretien et réparations	-	-	1 444,36	142,80	0,00%
Entretien et réparations sur matériel roulant	969,71	2 757,68	1 283,73	1 760,95	81,60%
Maintenance	44,04	520,33	829,34	897,30	1937,47%
Frais Assurances	1 169,62	1 412,65	1 368,70	1 424,94	21,83%
Formations	-	1 094,40	-	-	0,00%
Frais de télécommunications	147,30	162,00	198,00	216,00	46,64%
Divers	-	-	-	-	0,00%
<b>Total 011 - Charges à caractère général</b>	<b>8 780,27</b>	<b>9 858,05</b>	<b>12 339,53</b>	<b>16 013,73</b>	<b>82,38%</b>
<b>012 - Charges de personnel et frais assimilés</b>	<b>36 142,28</b>	<b>35 998,73</b>	<b>34 370,33</b>	<b>47 958,86</b>	<b>32,69%</b>
<b>Total DEPENSES</b>	<b>44 922,55</b>	<b>45 856,78</b>	<b>46 709,86</b>	<b>63 972,59</b>	<b>42,41%</b>
<b>RECETTES</b>					
<b>013 - Atténuations de charges</b>	<b>190,75</b>	<b>78,75</b>	<b>-</b>	<b>2 269,55</b>	<b>1089,80%</b>
<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4 048,36</b>	
<b>Total RECETTES</b>	<b>190,75</b>	<b>78,75</b>	<b>-</b>	<b>6 317,91</b>	<b>3212,14%</b>

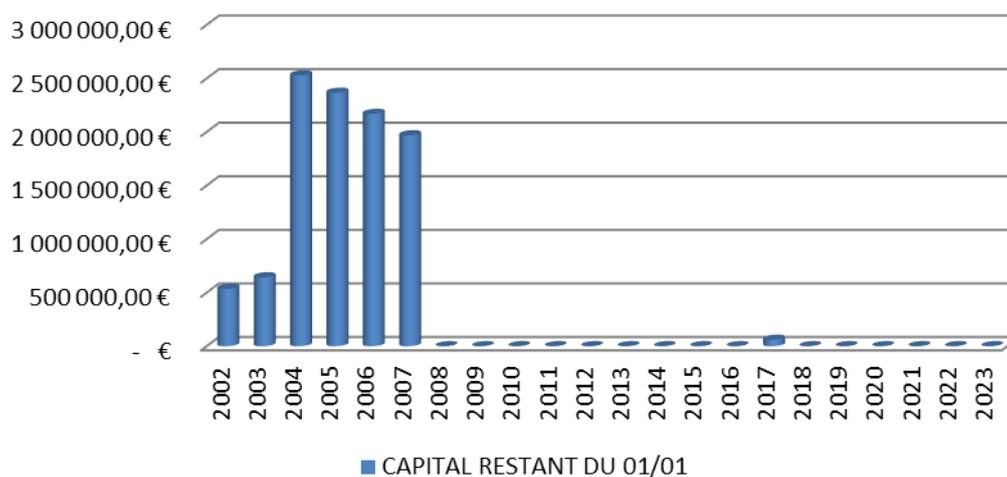
### Banque de Matériels



## 2 Section D'INVESTISSEMENT

### 1. Dette

#### ETAT DE LA DETTE BUDGET PRINCIPAL



Pas de dette.

### 2. Recettes d'investissement

Chap.	Libellé	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	BP 2023
13	Subventions d'investissement	19 713,00	472 556,54	190 626,48	25 800,00	49 200,00
	<b>Total des recettes d'équipement</b>	<b>19 713,00</b>	<b>472 556,54</b>	<b>190 626,48</b>	<b>25 800,00</b>	<b>49 200,00</b>
20	immobilisations incorporelles	-	-	-	-	1 296,00
21	Immobilisations corporelles	-	44 261,39	-	99 167,59	-
23	Immobilisations en cours	20 904,30	42 779,94	-	-	-
27	Autres Immobilisations financières	-	-	-	41 521,00	91 650,00
10	FCTVA	123 459,48	350 018,44	26 191,87	133 849,80	1 288 586,00
1068	Excédent de fonctionnement capitalisé	607 758,38	1 503 505,56	9 056 745,31	1 846 391,87	1 414 147,15
165	Dépôts et cautionnements reçus	400,00	-	-	1 700,00	-
	<b>Total des recettes financières</b>	<b>752 522,16</b>	<b>1 940 565,33</b>	<b>9 082 937,18</b>	<b>2 122 630,26</b>	<b>2 795 679,15</b>
45	<b>Total des opé. Pour compte de tiers</b>	-	-	<b>154 717,68</b>	-	-
	<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>	<b>772 235,16</b>	<b>2 413 121,87</b>	<b>9 428 281,34</b>	<b>2 148 430,26</b>	<b>2 844 879,15</b>
021	Virement de la section de fonctionnement	-	-	-	-	977 025,00
040	Amortissement des immobilisation	157 620,80	244 551,31	1 418 916,36	243 419,24	250 000,00
041	Opérations patrimoniales	-	-	168 093,04	-	40 000,00
	<b>Total des recettes d'ordres d'investissement</b>	<b>157 620,80</b>	<b>244 551,31</b>	<b>1 587 009,40</b>	<b>243 419,24</b>	<b>1 267 025,00</b>
	<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>929 855,96</b>	<b>2 657 673,18</b>	<b>11 015 290,74</b>	<b>2 391 849,50</b>	<b>4 111 904,15</b>

Pour information R001 Solde d'exécution positif reporté

128 314,41

-

604 655,37

10 547 060,11

12 150 996,04

### 3. Dépenses d'investissement

Chap.	Libellé	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	BP 2023
20	immobilisations incorporelles	99 860,40	53 960,40	104 315,71	119 085,60	1 043 816,00
204	Subventions d'équipement versées	136 675,00	-	332 675,00	-	110 950,00
21	Immobilisations corporelles	475 147,17	160 755,06	420 073,77	611 596,14	4 348 436,00
23	Immobilisations en cours	1 338 430,97	725 419,73	-	5 406,83	10 687 698,19
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>2 050 113,54</b>	<b>940 135,19</b>	<b>857 064,48</b>	<b>736 088,57</b>	<b>16 190 900,19</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves			29 901,11	-	-
16	Emprunts	1 800,00	-	-	300,00	-
27	Autres Immobilisations financières		81 646,00	-	51 525,00	27 000,00
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>1 800,00</b>	<b>81 646,00</b>	<b>29 901,11</b>	<b>51 825,00</b>	<b>27 000,00</b>
<b>45 Total des opé. Pour compte de tiers</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>13 375,36</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>		<b>2 051 913,54</b>	<b>1 021 781,19</b>	<b>900 340,95</b>	<b>787 913,57</b>	<b>16 217 900,19</b>
040	Opé.d'ordre Travaux en régie	11 094,04	27 320,24	4 452,01	-	5 000,00
041	Opérations patrimoniales			168 093,04	-	40 000,00
<b>Total des dépenses d'ordres d'investissement</b>		<b>11 094,04</b>	<b>27 320,24</b>	<b>172 545,05</b>	<b>-</b>	<b>45 000,00</b>
<b>TOTAL DEPENSES</b>		<b>2 063 007,58</b>	<b>1 049 101,43</b>	<b>1 072 886,00</b>	<b>787 913,57</b>	<b>16 262 900,19</b>

Pour information D001 Solde d'exécution négatif reporté - 1 003 916,38 - -

**Bilan 2014-2022 :**      21 877 003,56 € de travaux réalisés TTC.

3 762 653,10 € de subventions perçues.

#### Les principaux travaux financés :

- Construction du bâtiment du RAM
- Construction d'une nouvelle piscine à DACHSTEIN
- Réhabilitation de la piscine de plein air
- Construction et Equipement d'une Banque de Matériel Intercommunale,
- Réalisation de pistes cyclables
- Aménagement numérique

#### Les principaux grands dossiers du budget 2023 :

- construction d'une Nouvelle Piscine à Mutzig
- création de nouvelles pistes cyclables
- achat du Fort de MUTZIG
- réhabilitation des digues de protection des crues
- Energie 18

#### 4. Les prévisions 2023 : Une situation budgétaire qui permet de financer en 2023 l'ensemble des projets inscrits

OPERATIONS	DEPENSES 2023 MONTANT T.T.C.	RECETTES TOTALES	SOLDE A FINANCER
<b>ADMINISTRATION GENERALE</b>	<b>181 100</b>	<b>29 708</b>	<b>151 392</b>
Travaux	20 000	3 281	16 719
Relamping éclairage public	5 000	820	4 180
Parc Informatique	16 800	2 756	14 044
Renouvellement solution WIFI	12 000	1 968	10 032
Solution GED + Ressources Humaines + Marchés Publics	70 000	11 483	58 517
Aménagement du siège	4 000	656	3 344
Vélo - VTT VAE	3 300	541	2 759
Véhicule	50 000	8 202	41 798
<b>AMENAGEMENT NUMERIQUE (Solde Rosace)</b>	<b>110 950</b>	<b>-</b>	<b>110 950</b>
<b>S.I.G.</b>	<b>131 280</b>	<b>21 141</b>	<b>110 139</b>
<b>RELAIS PETITE ENFANCE</b>	<b>5 000</b>	<b>820</b>	<b>4 180</b>
<b>BORNES ELECTRIQUES</b>	<b>17 000</b>	<b>7 189</b>	<b>9 811</b>
<b>PISCINES (dont informatique et réseaux)</b>	<b>200 000</b>	<b>32 808</b>	<b>167 192</b>
<b>PISCINE PLEIN AIR</b>	<b>282 000</b>	<b>46 259</b>	<b>235 741</b>
<b>NOUVELLE PISCINE (études, AMO, concours)</b>	<b>2 793 200</b>	<b>458 197</b>	<b>2 335 003</b>
<b>BANQUE DE MATERIEL</b>	<b>70 000</b>	<b>11 483</b>	<b>58 517</b>
<b>PISTES CYCLABLES</b>	<b>2 985 216</b>	<b>519 774</b>	<b>2 465 442</b>
Acquisitions foncières	30 000	-	30 000
DACHSTEIN "GRAF"	450 000	73 818	376 182
MUTZIG Avenue du Général de Gaulle	33 666	16 523	17 143
MUTZIG Rue du Docteur Schweitzer	258 000	66 322	191 678
MOLSHEIM (Rues Rempart / sports, rue de la Fonderie)	125 790	20 635	105 155
MOLSHEIM : Quartier Henri Meck	640 800	105 117	535 683
MOLSHEIM : Parc de la commanderie	294 000	48 228	245 772
DUPPIGHEIM-ENTZHEIM	774 000	126 967	647 033
DUTTLENHEIN : Rue du stade	132 000	21 653	110 347
SOULTZ-LES BAINS : aire de repos	2 010	330	1 680
SOULTZ-LES BAINS : Rue neuve	42 000	6 890	35 110
ERNOLSHEIM : Rue Principale	14 400	2 362	12 038
MUTZIG/DORLISHEIM : accès Atrium	60 000	9 842	50 158
Schéma vélo intercommunal	13 500	2 215	11 285
Etudes de faisabilité	18 000	2 953	15 047
Etudes Diagnostic - PC ALTORF	5 800	951	4 849
OBERHASLACH Groupe Scolaire - solde	1 250	205	1 045
Diverses jonctions & réhabilitations	90 000	14 764	75 236
<b>AMENAGEMENT DES COURS D'EAU</b>	<b>553 920</b>	<b>100 665</b>	<b>453 255</b>
MOLSHEIM : Réha Dignes de protection Holtzplatz	373 920	61 338	312 582
Etudes de danger Dignes de protection de crue	108 000	27 516	80 484
Travaux zone rétention des crues du Birckenwald	72 000	11 811	60 189
<b>FONDS RESISTANCE (50 %)</b>		<b>40 823</b>	<b>40 823</b>
<b>FORT DE MUTZIG ?</b>	<b>253 000</b>	<b>20 997</b>	<b>232 003</b>
<b>ENERGIE 18</b>	<b>500 000</b>	<b>82 020</b>	<b>417 980</b>
<b>TOURISME dont aire camping Car</b>	<b>41 000</b>	<b>6 726</b>	<b>34 274</b>
<b>IBMP - Fonds Prêts</b>	<b>27 000</b>	<b>51 525</b>	<b>- 24 525</b>
<b>DEPENSES IMPREVUES</b>	<b>400 000</b>	<b>-</b>	<b>400 000</b>
<b>TOTAL</b>	<b>8 550 666</b>	<b>1 430 134</b>	<b>7 202 178</b>

## II. LES BUDGETS ANNEXES

### A. BUDGET AIRES D'ACCUEILS DES GENS DU VOYAGE

En vertu de la Loi NOTRE, la compétence aménagement, entretien et gestion des gens du voyage entre de plein droit dans le champ de compétence des Communauté de Communes.

La Communauté de Commune de la Région de Molsheim Mutzig est compétente depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017 en lieu et place des communes membres pour les Aires d'Accueils des Gens du Voyage de Molsheim et Mutzig.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2023, un budget annexe assujetti à la TVA est créé.

#### 1. SECTION DE FONCTIONNEMENT

##### 1. Recettes de fonctionnement 2023

AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE		MOLSHEIM	MUTZIG	TOTAL
70	Produits des services	25 000	23 500	48 500
74	Dotations, subventions	66 500	47 000	113 500
75	Autres produits de gestion courante	2 500	-	2 500
758	Subvention CC	87 600	62 400	150 000
<b>Total des recettes de gestion courante</b>		<b>181 600</b>	<b>132 900</b>	<b>314 500</b>
77	Produits exceptionnels	-	-	-
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>		<b>181 600</b>	<b>132 900</b>	<b>314 500</b>
042	Opération d'ordre de transfert entre section	5 000	-	5 000
<b>Total des recettes d'ordres de fonctionnement</b>		<b>5 000</b>	<b>-</b>	<b>5 000</b>
<b>TOTAL RECETTES</b>		<b>186 600</b>	<b>132 900</b>	<b>319 500</b>

##### 1.1 LES TARIFS

###### ➤ AIRES D'ACCUEILS DES GENS DU VOYAGE

###### ➤ **MOLSHEIM**

- \* Forfait journalier (emplacement) 3 € / jour
- \* Forfait journalier (fluides)
  - Eau 3,26 € /m<sup>3</sup>
  - Electricité 0,22 € /kwh

\* Délibération N° 16-102 du 15 décembre 2016

\* Délibération N° 22-54 du 30 juin 2022 (nouveau tarifs en vigueur au 1<sup>er</sup> août 2022)

###### ➤ **MUTZIG** location mensuelle

Emplacement 1 à 11 :

- \* Part droits de place 37,50 € / mois
- \* Part fluides 112,50 € / mois
- Total : 150,00 € / mois**

Emplacement 12 à 17 :

- \* Part droits de place et fluides **50,00 € / mois**

\* Délibération N° 16-105 du 15 décembre 2016

\* Délibération N° 19-50 du 27 juin 2019

## 1.2 LES PRODUITS DE RECETTES

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	2019	2020	2021	2022	2023 prévision
<b>PRODUITS DES SERVICES</b>	<b>57 353,80</b>	<b>53 941,65</b>	<b>56 868,47</b>	<b>53 883,16</b>	<b>53 000,00</b>
<b>MOLSHEIM</b>	30 938,80	31 379,15	30 118,47	27 133,16	27 000,00
Location Bungalow ARSEA	2 500,00	2 500,00	2 500,00	2 500,00	2 500,00
<b>MUTZIG</b>	23 915,00	20 062,50	24 250,00	24 250,00	23 500,00
<b>PARTICIPATIONS</b>	<b>113 238,68</b>	<b>104 838,17</b>	<b>117 595,16</b>	<b>104 509,25</b>	<b>113 500,00</b>
<b>CEA</b>	<b>37 834,74</b>	<b>35 899,91</b>	<b>36 878,16</b>	<b>35 805,31</b>	<b>36 300,00</b>
MOLSHEIM	21 895,71	20 410,53	20 626,56	20 445,31	21 000,00
MUTZIG	15 939,03	15 489,38	16 251,60	15 360,00	15 300,00
<b>CAF</b>	<b>75 403,94</b>	<b>68 938,26</b>	<b>80 717,00</b>	<b>68 703,94</b>	<b>77 200,00</b>
MOLSHEIM	43 063,74	39 799,26	46 280,00	29 139,00	45 500,00
MUTZIG	32 340,20	29 139,00	34 437,00	39 564,94	31 700,00

## 2. Dépenses de fonctionnement 2023

AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE	MOLSHEIM	MUTZIG	TOTAL
011 Charges à caractère général	140 000	110 000	250 000
012 Charges de personnel	27 000	10 500	37 500
65 Autres charges de gestion courante	500	500	1 000
<b>Total des dépenses de gestion courante</b>	<b>167 500</b>	<b>121 000</b>	<b>288 500</b>
67 Charges exceptionnelle	200	100	300
<b>Total dépenses réelles de fonctionnement</b>	<b>167 700</b>	<b>121 100</b>	<b>288 800</b>
023 Virement à la section d'investissement	10 270	9 980	20 250
042 Opérations d'ordre de transfert entre sections	8 630	1 820	10 450
<b>Total des dépenses d'ordres de fonctionnement</b>	<b>18 900</b>	<b>11 800</b>	<b>30 700</b>
<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>186 600</b>	<b>132 900</b>	<b>319 500</b>

## 2. SECTION D'INVESTISSEMENT

### 1. Recettes d'investissement 2023

AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE	MOLSHEIM	MUTZIG	TOTAL
13 Subventions d'investissement	209 500	-	209 500
16 Emprunts	42 700	8 200	50 900
<b>Total des recettes d'équipement</b>	<b>252 200</b>	<b>8 200</b>	<b>260 400</b>
021 Virement de la section de fonctionnement	10 270	9 980	20 250
040 Amortissement des immobilisation	8 630	1 820	10 450
<b>Total des recettes d'ordres d'investissement</b>	<b>18 900</b>	<b>11 800</b>	<b>30 700</b>
<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>271 100</b>	<b>20 000</b>	<b>291 100</b>

### 2. Dépenses d'investissement 2023

AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE	MOLSHEIM	MUTZIG	TOTAL
21 Immobilisations corporelles	266 100	20 000	286 100
<b>Total des dépenses d'équipement</b>	<b>266 100</b>	<b>20 000</b>	<b>286 100</b>
040 Opé.d'ordre Travaux en régie	5 000	-	5 000
<b>Total des dépenses d'ordres d'investissement</b>	<b>5 000</b>	<b>-</b>	<b>5 000</b>
<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>271 100</b>	<b>20 000</b>	<b>291 100</b>

## PRESENTATION : DEPENSES ET RECETTES DE GESTION

## AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE DE MOLSHEIM

La gestion en régie des aires d'accueil des gens du voyage, depuis novembre 2017 a permis de réduire les charges de fonctionnement.

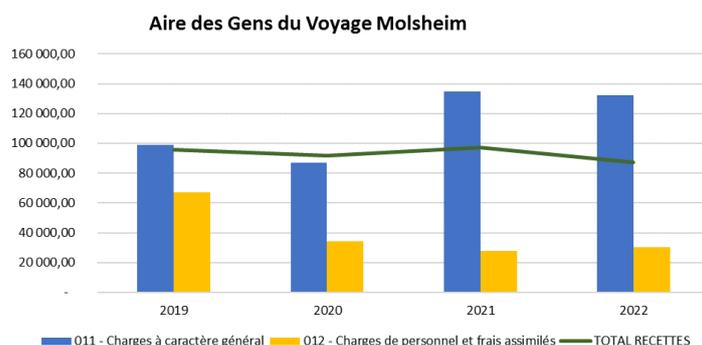
**2019** : WEBACCUEIL : La consommation d'eau et d'électricité est facturée sur une base réelle et non plus estimative.

**2019** : Départ en retraite d'un agent, non remplacé.

**2020** : Mise en place d'un service de HOTLINE, pour la gestion des astreintes. (Augmentation frais télécommunication).

**2021** : Mise en place d'un service de HOTLINE, pour la gestion des astreintes sur l'année complète.

AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE DE MOLSHEIM	2019	2020	2021	2022	% 2019/2022
<b>DEPENSES</b>					
<b>011 - Charges à caractère général</b>					
Eau	10 674,90	10 787,89	13 324,87	14 211,66	33,13%
Electricité	38 186,47	44 759,88	69 091,13	68 900,41	80,43%
Carburants	1 210,31	652,64	898,73	1 199,76	-0,87%
Produits de traitement	163,13	75,67	57,80	1 268,30	677,48%
Fournitures d'entretien	1 087,63	1 080,00	247,39	316,59	-70,89%
Petit équipement	8 444,48	1 894,81	5 185,30	5 281,38	-37,46%
Habillement et vêtements de travail	619,81	430,11	425,00	298,21	-51,89%
Coordination sociale	10 300,00	10 300,00	10 300,00	10 300,00	0,00%
Entretien Espaces Verts	4 608,00	3 204,84	3 462,00	2 100,00	-54,43%
Entretien et réparations	7 650,37	3 137,70	7 968,98	13 928,36	82,06%
Entretien et réparations sur matériel roulant	27,00	388,19	924,36	661,65	2350,56%
Entretien et réparations sur réseaux	4 630,93	5 184,96	14 880,42	6 552,00	41,48%
Maintenance	6 602,51	2 848,86	3 685,04	4 043,00	-38,77%
Frais Assurances	312,40	387,73	256,49	165,14	-47,14%
Formations	1 296,00	-	-	355,70	-72,55%
Frais de télécommunications	754,38	1 280,26	1 309,98	2 227,94	195,33%
Redevances Ordures Ménagères	427,95	253,29	2 336,82	0,02	-100,00%
Divers	1 913,49	495,79	409,39	514,20	-73,13%
<b>Total 011 - Charges à caractère général</b>	<b>98 909,76</b>	<b>87 162,62</b>	<b>134 763,70</b>	<b>132 324,32</b>	<b>33,78%</b>
<b>012 - Charges de personnel et frais assimilés</b>	<b>67 295,16</b>	<b>34 118,48</b>	<b>27 969,66</b>	<b>30 399,71</b>	<b>-54,83%</b>
<b>65 - Autres charges de gestion courante</b>	<b>26,39</b>	<b>10,89</b>	<b>50,40</b>	<b>2 642,40</b>	<b>9912,88%</b>
<b>Total DEPENSES</b>	<b>166 231,31</b>	<b>121 291,99</b>	<b>162 783,76</b>	<b>165 366,43</b>	<b>-0,52%</b>
<b>RECETTES</b>					
<b>013 - Atténuations de charges</b>	<b>-</b>	<b>6,00</b>	<b>-</b>	<b>219,57</b>	
<b>70 - Produits des services et ventes diverses</b>	<b>30 938,80</b>	<b>31 379,15</b>	<b>30 118,47</b>	<b>27 133,16</b>	<b>-12,30%</b>
<b>74 - Dotations et participations</b>	<b>64 959,45</b>	<b>60 209,79</b>	<b>66 906,56</b>	<b>60 010,25</b>	<b>-7,62%</b>
<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	<b>2 500,00</b>	<b>2 500,00</b>	<b>2 500,00</b>	<b>2 500,00</b>	<b>0,00%</b>
<b>Total RECETTES</b>	<b>98 398,25</b>	<b>94 094,94</b>	<b>99 525,03</b>	<b>89 862,98</b>	<b>-8,67%</b>

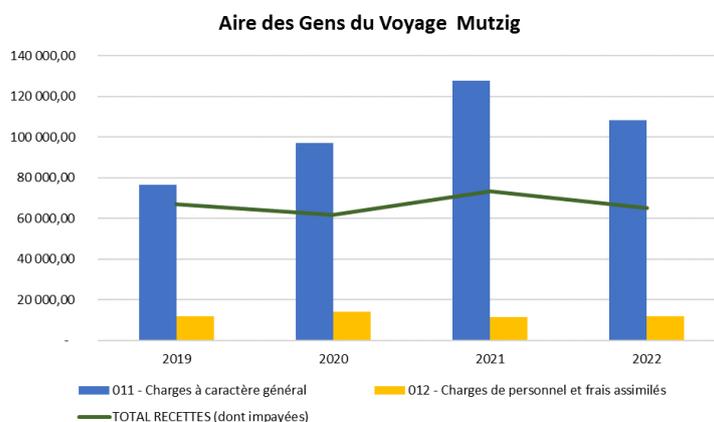


## AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE DE MUTZIG

Une réduction des charges de fonctionnement était attendue suite à la reprise en régie des aires d'accueil des gens du voyage, depuis novembre 2017. D'importants travaux de maintenance et de réparation ont cependant dû être effectués sur l'aire.

**2019** : Mise en place d'un service de HOTLINE, pour la gestion des astreintes. (Augmentation frais télécommunication)

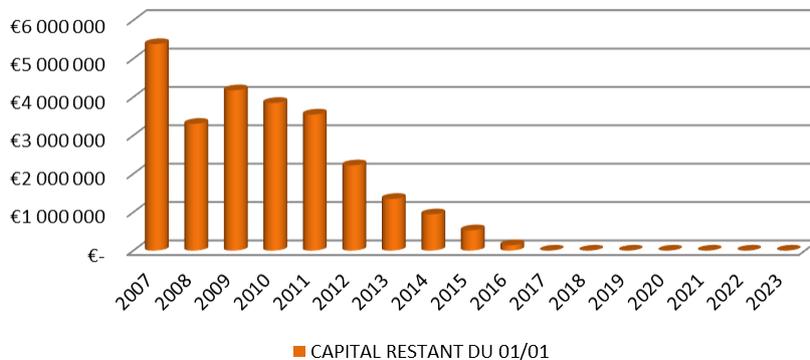
AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE DE MUTZIG	2019	2020	2021	2022	% 2019/2022
<b>DEPENSES</b>					
<b>011 - Charges à caractère général</b>					
Eau	9 695,71	8 788,27	9 470,13	12 769,67	31,70%
Electricité	36 773,83	49 787,20	66 995,35	67 943,43	84,76%
Carburants	119,05	321,61	424,82	514,35	332,05%
Produits de traitement	111,49	131,26	3 420,00	3 993,85	3482,25%
Fournitures d'entretien	285,08	448,04	387,95	69,11	-75,76%
Petit équipement	4 042,56	4 029,78	14 238,58	2 938,10	-27,32%
Habillement et vêtements de travail	60,76	323,95	252,96	183,94	202,73%
Coordination sociale	7 200,00	7 200,00	-	-	-100,00%
Entretien Espaces Verts	2 976,00	3 072,00	3 168,00	3 360,00	12,90%
Entretien et réparations	6 126,79	8 425,90	15 934,20	5 873,15	-4,14%
Entretien et réparations sur matériel roulant	-	166,37	396,17	419,34	0,00%
Entretien et réparations sur réseaux	6 662,44	10 580,46	9 263,40	7 818,50	17,35%
Maintenance	774,00	2 560,80	804,00	450,00	-41,86%
Frais Assurances	98,89	250,13	172,51	117,55	18,87%
Formations	12,00	-	-	169,69	1314,08%
Frais de télécommunications	190,11	162,00	2 862,70	1 473,40	675,02%
Redevances Ordures Ménagères	1 208,50	873,20	-	-	-100,00%
Divers	97,49	15,88	87,46	-	-100,00%
<b>Total 011 - Charges à caractère général</b>	<b>76 434,70</b>	<b>97 136,85</b>	<b>127 555,53</b>	<b>108 094,08</b>	<b>41,42%</b>
<b>012 - Charges de personnel et frais assimilés</b>	<b>11 913,59</b>	<b>14 071,48</b>	<b>11 569,88</b>	<b>11 929,31</b>	<b>0,13%</b>
<b>Total DEPENSES</b>	<b>88 348,29</b>	<b>111 208,33</b>	<b>139 125,41</b>	<b>120 023,39</b>	<b>35,85%</b>
<b>RECETTES</b>					
<b>013 - Atténuations de charges</b>	-	-	-	50,00	
<b>70 - Produits des services et ventes diverses</b>	<b>23 915,00</b>	<b>20 062,50</b>	<b>24 250,00</b>	<b>24 250,00</b>	<b>1,40%</b>
<b>74 - Dotations et participations</b>	<b>48 279,23</b>	<b>44 628,38</b>	<b>50 688,60</b>	<b>44 499,00</b>	<b>-7,83%</b>
<b>Total RECETTES</b>	<b>72 194,23</b>	<b>64 690,88</b>	<b>74 938,60</b>	<b>68 799,00</b>	<b>-4,70%</b>



## B. BUDGET ZONES D'ACTIVITES

### 1.1. LA DETTE :

#### ETAT DE LA DETTE ZONES D'ACTIVITES



### 1.2. LE RESULTAT PREVISIONNEL PAR ZONE 2022

ACTIVEUM	: + 1 212 445,74 €	⇒ TRAVAUX AMENAGEMENT EN COURS – Début de la 4 <sup>e</sup> et 5 <sup>e</sup> tranche
BUGATTI	: - 28 029,61 €	⇒ OPERATION SOLDEE MAIS DES ACQUISITIONS/CESSIONS
ATRIUM	: - 333 412,28 €	⇒ DUP EN COURS
ECOPARC	: - 210 447,28 €	⇒ OPERATION EN VOIE D'ETRE SOLDEE
VILLAGE DE LOISIRS	: + 272 750,90 €	⇒ OPERATION SOLDEE

**Total prévisionnel 2022 : + 913 414,67 €**

### 1.3. LA STRUCTURE GENERALE DU BUDGET ANNEXE « ZONES D'ACTIVITES » 2023

<b>DETTE AU 1ER JANVIER 2023</b>	<b>-</b>
<b>EXCEDENT REPORTE</b>	<b>913 415</b>
FRAIS FINANCIER	-
TRAVAUX A REALISER	- 3 785 560
CESSION D'ACTIF	1 325 443
<b>TOTAL</b>	<b>-2 460 117</b>
<b>SOLDE AU 31 DECEMBRE 2023</b>	<b>- 1 546 703</b>

## Budget Primitif 2023 Zone d'Activités

DEPENSES		RECETTES			SOLDE	
OPERATIONS	BUDGET 2023	Intitulé	Surface (are)	coût/a		Vente
<b>ACTIVEUM</b>	<b>2 935 020</b>	<b>ACTIVEUM</b>			<b>87 500</b>	<b>- 2 935 020</b>
Reprise Terrains INTERCARAT 8,42 ares	29 470					
Divers	10 000	TERRAIN	25,00	3 500	87 500	
Indemnités Exploitant - FENGER	65 900					
OTE - POUR EXTENSION - sur le ban de DACHSTEIN	300					
ZA ACTIVEUM - Mesures compensatoire Environnementale	47 100					
ZA ACTIVEUM - enfouissement ligne HTB 63kv - Tranche 4	1 156 000					
ZA ACTIVEUM Rue GUYNEMER	21 150					
ZA ACTIVEUM prolongement 4ème Tranche	1 605 100					
<b>ATRIUM</b>	<b>292 700</b>	<b>ATRIUM</b>			-	<b>- 292 700</b>
Acquisition terrains 292,29 ares	207 700					
Autres acquisitions	50 000					
D.U.P.	30 000					
Etude Impact Dossier DUP - OTA	5 000					
<b>ECOPARC</b>	<b>-</b>	<b>ECOPARC</b>			<b>782 942</b>	<b>782 942</b>
Acquisition terrains	-					
Découpage parcellaire - subdivision	-	AREAL ART DU SPA BELISOL	115,55	6 500	751 075	
Indemnités Exploitant	-	Compensation soustraction - TRANSPORT FUCHS			19 152	
Divers	-	Compensation soustraction - DISTEL			12 715	
<b>BUGATTI</b>	<b>102 840</b>	<b>BUGATTI</b>			-	<b>- 102 840</b>
Acquisition terrains	62 840					
Divers	40 000					
<b>VILLAGE LOISIRS</b>		<b>VILLAGE LOISIRS</b>			<b>1</b>	<b>-</b>
		Régularisation foncière	13,03		1	
<b>AUTRES ZA</b>	<b>455 000</b>	<b>AUTRES ZA</b>			<b>455 000</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL</b>	<b>3 785 560</b>				<b>1 325 443</b>	<b>- 2 547 618</b>

### CONCLUSION

Le résultat 2022 du budget ZA présente un solde positif, mais d'importants travaux restent à réaliser en 2023.

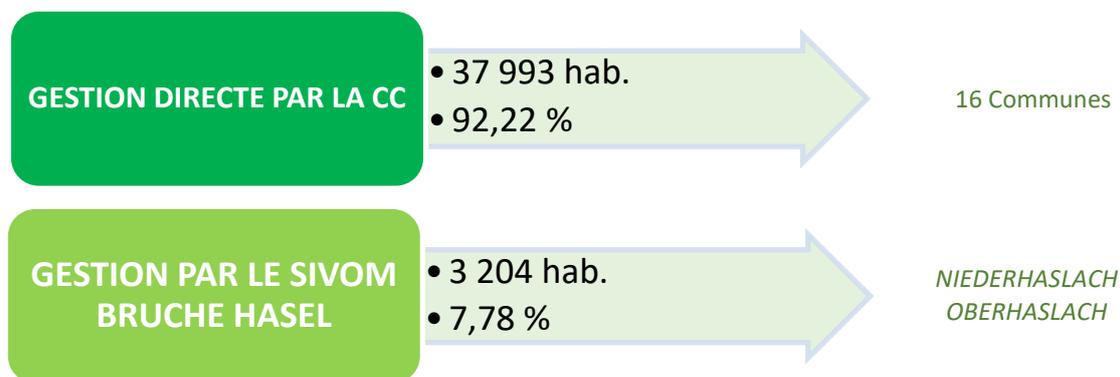
Les projets :

- Extension de la ZA Activeum : les travaux de prolongement de la 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> tranche sont en cours et cessions de terrains,
- Développement de la ZA Atrium : des avancées avec l'achat de terrains,
- ZA Ecoparc : cession du dernier terrain,
- ZA BUGATTI : des provisions en vue de l'acquisition de terrains pour des cessions futures,
- Des achats / reventes de terrains au titre des ZAE réalisées par les communes avant l'application de la Loi NOTRe.

# C. BUDGET ASSAINISSEMENT

SITUATION DES COMMUNES AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2023 POUR LA GESTION DE L'ASSAINISSEMENT

## POPULATION CONCERNEE

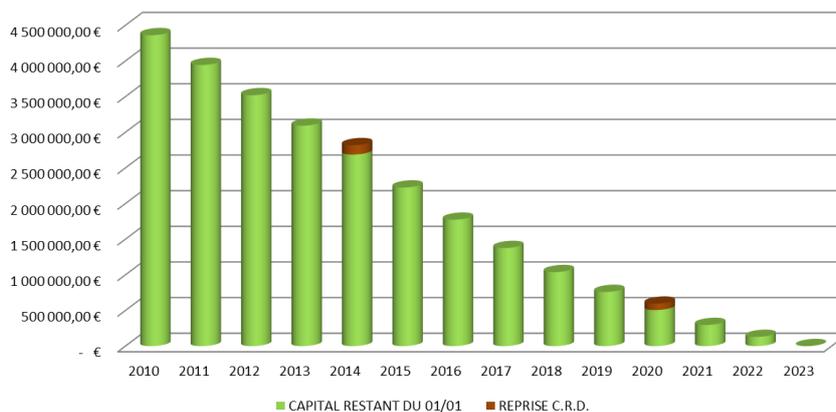


## 1. SITUATION BUDGETAIRE

### 1.1. LA DETTE

Etat de la dette :

#### ETAT DE LA DETTE ASSAINISSEMENT



#### Annuité de la dette

	2019	2020	2021	2022	DOB 2023
<b>1. Remboursement du capital</b>	253 714,67	209 839,67	167 019,97	129 521,06	-
<b>2. Intérêts de la dette</b>	24 614,09	16 001,87	8 436,40	2 057,00	-
<b>Annuité de la dette (1+2)</b>	<b>278 328,76</b>	<b>225 841,54</b>	<b>175 456,37</b>	<b>131 578,06</b>	-

2019 : Reprise avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2017 du CRD transféré suite à l'intégration du Périmètre « Petite- Bruche », soit 89 000 €.

**2022 : Extinction de la dette le 31/08/2022**

## 1.2. L'ÉPARGNE

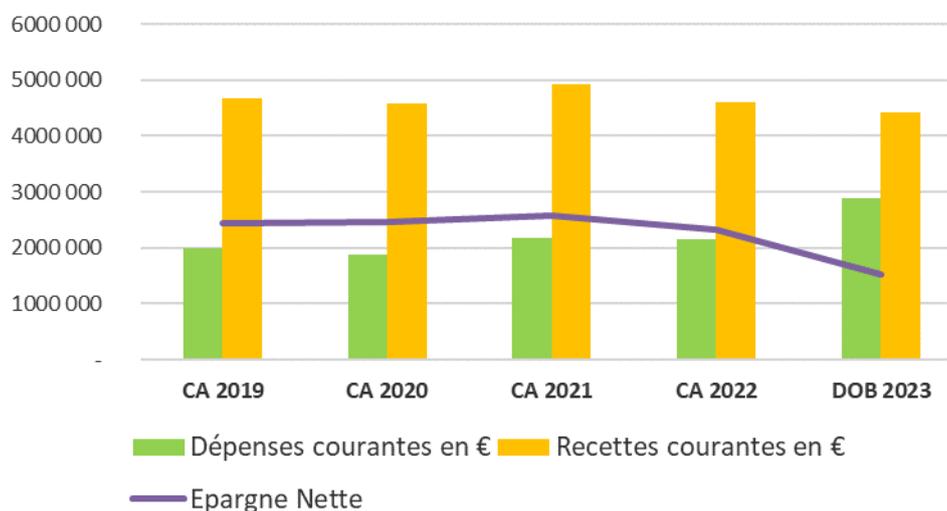
### Durée d'extinction de la dette

	2019	2020	2021	2022	DOB 2023
1. En cours de la dette au 31/12/N	595 860,11	386 020,44	219 000,47	89 479,44	89 479,44
2. Epargne brute	2 683 691,73	2 682 319,86	2 743 378,52	2 452 752,67	1 525 250
Recettes réelles de fonctionnement	4 680 200,43	4 573 526,76	4 922 300,04	4 603 826,00	4 420 150
Dépenses réelles de fonctionnement	1 996 508,70	1 891 206,90	2 178 921,52	2 151 073,33	2 894 900
Durée d'extinction (1/2)	0,22	0,14	0,08	0,04	0,06

### Epargne nette moyenne par mètre cube sur 3 ans

	2019	2020	2021	2022	DOB 2023
1. Epargne nette	- 271 736,54	- 220 297,07	4 406 758,54	4 384 825,30	1 525 250,00
Epargne brute	-18 021,87	-10 457,40	4 573 778,51	4 514 346,56	1 525 250,00
Remboursement du capital	253 714,67	209 839,67	167 019,97	129 521,26	-
2. Volume facturé (1)	2 390 632	2 431 731	2 245 461	2 400 000	2 435 000
3. Epargne nette /m3 (1/2)	- 0,11	- 0,09	1,96	1,83	0,63
Moyenne sur 3 ans (3/3 années)	0,09	- 0,23	0,59	1,23	1,47

### Epargne Nette en €



L'Épargne nette correspond à l'épargne de gestion (épargne brute) après déduction des remboursements de dette. Elle mesure l'épargne disponible pour l'équipement brut après financement des remboursements de dette. L'épargne nette moyenne s'élève à **2.450.000 €**

### 1.3. LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

#### TRAVAUX D'INVESTISSEMENTS REALISES

	2019	2020	2021	2022	DOB 2023
- Etude	17 542,80	9 804,75	2 942,52	297 884,40	<b>382 907,00</b>
- Ouvrage	30 899,44	3 139,55	408,00		
- Réseaux	798 944,35	1 104 192,40	1 915 982,35	1 703 682,83	<b>4 527 187,00</b>
- Autres	27 330,75	6 530,00	-		4 182 612,98
<b>- TOTAL</b>	<b>874 717,34</b>	<b>1 123 666,70</b>	<b>1 919 332,87</b>	<b>2 001 567,23</b>	<b>9 092 706,98</b>

### 1.4. LES RESULTATS

Le Résultat prévisionnel 2022 présente un excédent global de : **+ 7 425 064,27 €**

Section de Fonctionnement : + 1 174 872,17 €  
 Section d'investissement : + 6 250 192,10 €

## 2. LA STRUCTURE GENERALE DU BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT 2023

#### SECTION DE FONCTIONNEMENT : RECETTES ET DEPENSES

RECETTES	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	DOB 2023
EXCEDENT PREV.REPORTE	3 083 622	4 562 081	-	-	-
REDEVANCE ASSAINISSEMENT	3 216 168	3 089 585	3 022 593	3 037 392	<b>3 050 000</b>
CONTRIB EAUX PLUVIALES	550 000	550 000	750 000	750 000	<b>750 000</b>
TRAVAUX (Branchement)	160 489	244 506	263 844	313 699	<b>250 000</b>
PARTICIPATIONS INDUSTRIELS	496 071	456 140	466 182	358 457	<b>203 000</b>
PRIME POUR EPURATION	171 071	123 161	96 238	68 156	<b>66 000</b>
KOLBSHEIM (TRANSPORT ET TRAITEMENT EAUX USEES)	57 333	62 487	66 178	64 011	<b>65 000</b>
REPRISE PROVISION	-	-	160 000	-	<b>18 400</b>
PARTICIPATION AERM - GEPU				11 750	<b>11 750</b>
PRODUITS DIVERS	29 069	47 647	3 444	359	<b>6 000</b>
QUOTE-PART SUBVENTION	129 195	134 832	134 832	148 237	<b>155 000</b>
<b>TOTAL</b>	<b>7 893 018</b>	<b>9 270 439</b>	<b>4 963 309</b>	<b>4 752 063</b>	<b>4 575 150</b>

DEPENSES	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	DOB 2023
CHARGES DE GESTION (SDEA)	1 800 414	1 686 223	1 803 458	1 752 997	<b>2 353 500</b>
FRAIS D'INSPECTION ET ENTRETIEN DES RESEAUX				102 830	<b>160 000</b>
FRAIS DE PERSONNEL	90 216	106 823	72 421	110 709	<b>120 000</b>
DEPENSES IMPREVUES				-	<b>80 000</b>
CONTRIB. ASST PLUV. (SIVOM BRUCHE HASEL)	58 159	58 449	58 458	58 533	<b>60 000</b>
FRAIS DE GESTION GENERALE	15 011	17 000	30 898	124 714	<b>36 000</b>
ADMISSION EN NON VALEUR			165 297	-	<b>28 400</b>
REDEVANCE AERM (Régul°)	-	-		-	<b>20 000</b>
TITRES ANNULES	8 814	7 241	39 954	13 139	<b>19 000</b>
PROVISION				18 331	<b>10 000</b>
AUTRES CHARGES				4 412	<b>8 000</b>
FRAIS FINANCIERS	23 894	15 472	8 436	2 057	-
AMORTISSEMENTS	1 334 428	1 356 731	1 382 624	1 426 117	<b>1 498 620</b>
<b>TOTAL</b>	<b>3 330 937</b>	<b>3 247 938</b>	<b>3 561 546</b>	<b>3 613 840</b>	<b>4 393 520</b>

<b>RESULTAT / SOLDE</b>	<b>4 562 081</b>	<b>6 022 501</b>	<b>1 401 764</b>	<b>1 138 223</b>	<b>181 630</b>
-------------------------	------------------	------------------	------------------	------------------	----------------

<b>SOLDE HORS RESULTAT REPORTE</b>	<b>1 478 458</b>	<b>1 460 420</b>	<b>1 401 764</b>	<b>1 138 223</b>	<b>181 630</b>
------------------------------------	------------------	------------------	------------------	------------------	----------------

## SECTION D'INVESTISSEMENT : RECETTES ET DEPENSES

RECETTES	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	DOB 2023
TRANSFERT DU FONCTIONN.	325 743	-	6 022 501	1 401 764	181 630
AFFECTATION RESULTATS	- 341 247	343 990	282 573	5 520 135	7 425 064
AMORTISSEMENTS	1 334 428	1 356 731	1 382 624	1 426 117	1 498 620
<b>TOTAL</b>	<b>1 318 924</b>	<b>1 700 722</b>	<b>7 687 699</b>	<b>8 348 016</b>	<b>9 105 314</b>
DEPENSES	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	DOB 2023
CAPITAL DE LA DETTE	253 715	209 840	167 020	129 521	-
OPERATION D'ORDRE	129 195	134 832	134 832	148 237	155 000
<b>TOTAL</b>	<b>382 909</b>	<b>344 671</b>	<b>301 852</b>	<b>277 758</b>	<b>155 000</b>
<b>SOLDE</b> avant emprunt et hors subventions	<b>936 015</b>	<b>1 356 050</b>	<b>7 385 847</b>	<b>8 070 258</b>	<b>8 950 314</b>
<b>CREDITS DISPONIBLES</b>	<b>936 015</b>	<b>1 356 050</b>	<b>7 385 847</b>	<b>8 070 258</b>	<b>8 950 314</b>
TRAVAUX A REALISER - assainissement	- 874 717	- 1 123 667	- 1 919 333	- 2 001 567	- 3 792 114
TRAVAUX A REALISER - GEPU					- 333 000
RESTE A REALISER				-	- 744 980
DEPENSES IMPREVUES	-	-	-	-	- 100 000
PARTICIPATIONS ATTENDUES	282 693	50 190	53 621	87 680	202 393
<b>TOTAL</b>	<b>- 592 024</b>	<b>- 1 073 477</b>	<b>- 1 865 712</b>	<b>- 1 913 888</b>	<b>- 4 767 701</b>
soit					
<b>BESOIN DE FINANCEMENT</b>	<b>- 343 990</b>	<b>- 282 573</b>	<b>- 5 520 135</b>	<b>- 6 156 370</b>	<b>- 4 182 613</b>
ou					
<b>TAUX D'EXECUTION ALEATOIRE</b>					<b>187,73%</b>

### 3. PROJECTION PREVISIONNELLE 2023-2026

#### 3.1. PROGRAMME PREVISIONNEL DES TRAVAUX 2023 – 2026 : PLUS DE 17.000.000 €

<b>TOTAL TRAVAUX 2022</b>	<b>:</b>	<b>4 743 294,28 €</b>
Report Travaux 2022 non démarrés	:	1 330 300,00 €
Autres Reports	:	744 979,87 €
Frais d'étude	:	78 000,00 €
Nouvelles Opérations 2023	:	1 095 112,50 €
Travaux SDEA –branchement/réseaux/STEP	:	1 289 000,00 €
<b>PREVISIONNEL PATRIMONIAL 2024-2026</b>	<b>:</b>	<b>9 000 000,00 €</b>
<b>AUTRES TRAVAUX A PREVOIR</b>	<b>:</b>	<b>3 500 000,00 €</b>

#### 3.2. LES TARIFS

Les tarifs assainissement n'ont pas augmenté depuis 2020 et ont vocation à rester stables en 2023.

**Part variable**  
1,23 € HT / m<sup>3</sup>

**Part fixe**  
63 € HT / m<sup>3</sup>

**Prix au m<sup>3</sup> : 1,76 € HT**  
**pour une consommation moyenne de 120 m<sup>3</sup>**

Ces tarifs ne concernent pas les Communes de Niederhaslach et Oberhaslach.

**Un tarif transitoire s'applique pour la Commune de Heiligenberg : 0,50 € H.T. le m<sup>3</sup>.**

*au titre des rejets d'assainissement collectés, non transportés, ni traités en station d'épuration, en attendant l'interconnexion des réseaux au droit de la Mairie de HEILIGENBERG.*

## CONCLUSION

La situation du Budget Assainissement est extrêmement saine :

- L'endettement, après avoir culminé à 4 362 153 € en 2009 s'est éteint courant de l'année 2022 ;
  - Hors résultat reporté, la capacité d'investissement prévisionnel s'élève à **1.525.250 €**,
  - Un résultat reporté de près de **7.425.064,27 €** ;
  - Cette situation a justifié une non augmentation des tarifs validée le 15 décembre 2022 par le Conseil Communautaire ;
  - Les charges de gestion vont cependant s'alourdir en raison de la crise actuelle et de l'augmentation prévisionnelle des contributions au SDEA de l'ordre de 6%.
- 
- Le maintien en état et le renouvellement de nos réseaux supposent d'importants travaux à prévoir ;
  - Le nombre d'actions concernant la gestion des eaux pluviales urbaines (GEPU) va augmenter sensiblement ;
  - L'unification de l'assainissement sur notre territoire est un objectif à atteindre au 1<sup>er</sup> janvier 2025 ;
  - Nous sommes dans une phase, où il y a peu de travaux dans nos stations d'épuration (STEP), mais la réhabilitation des STEP va être un objectif majeur ;
  - Nous devons également avoir pour ambition de mener une politique responsable qui vise à bien équiper notre territoire et à laisser une situation financière saine à la génération future.

# D. BUDGET EAU

Situation des Communes au 1<sup>er</sup> janvier 2023 pour la gestion de l'Eau

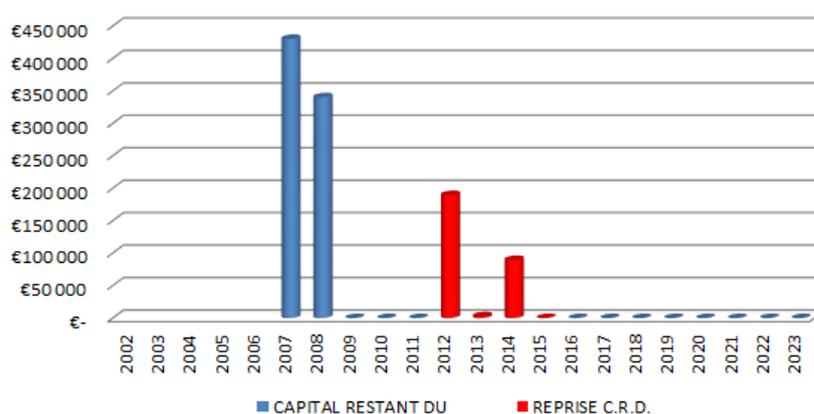
## POPULATION CONCERNEE



### 1. SITUATION BUDGETAIRE

#### 1.1. LA DETTE

#### ETAT DE LA DETTE EAU



Extinction de la Dette depuis 2015

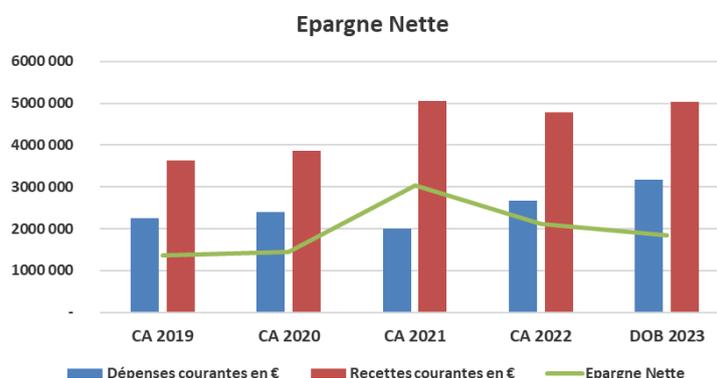
#### 1.2. L'EPARGNE

DUREE D'EXTINCTION DE LA DETTE : NEANT

	2019	2020	2021	2022	DOB 2023
1 .En-cours de la dette au 31/12/N	-			-	-
2. Epargne brute	1 373 830,27	1 449 420,19	3 045 017,04	2 108 624,64	1 842 830,00
Recettes réelles de fonctionnement	3 637 053,51	3 856 109,29	5 050 243,22	4 773 599,83	5 024 100,00
Dépenses réelles de fonctionnement	2 263 223,24	2 406 689,10	2 005 226,18	2 664 975,19	3 181 270,00
Durée d'extinction (1/2)	-	-	-	-	-

## ÉPARGNE NETTE MOYENNE PAR METRE CUBE SUR 3 ANS

	2019	2020	2021	2022	DOB 2023
<b>1. Epargne nette</b>	<b>1 373 830</b>	<b>1 449 420</b>	<b>3 045 017</b>	<b>2 108 625</b>	<b>1 842 830</b>
Epargne brute	1 373 830	1 449 420	3 045 017	2 108 625	1 842 830
Remboursement du capital	-	-	-	-	-
<b>2. Volume facturé (m<sup>3</sup>)</b>	<b>1 960 000</b>	<b>1 954 831</b>	<b>2 656 614</b>	<b>2 650 000</b>	<b>2 650 000</b>
<b>3. Epargne nette /m<sup>3</sup> (1/2)</b>	<b>0,70</b>	<b>0,74</b>	<b>1,15</b>	<b>0,80</b>	<b>0,70</b>
<b>Moyenne sur 3 ans (3/3 années)</b>	<b>0,58</b>	<b>0,67</b>	<b>0,86</b>	<b>0,75</b>	<b>0,86</b>



L'**épargne nette** correspond à l'épargne de gestion (épargne brute) après déduction des remboursements de dette. Elle mesure l'épargne disponible pour l'équipement brut après financement des remboursements de dette.

L'épargne nette moyenne s'élève à **2.201.000 €**.

La situation du Budget Eau s'améliore.

Les communes d'Ernolsheim-Bruche, Duppigheim, Duttlenheim – ex périmètre Bruche-Scheer, ont été intégrées avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2021. Les opérations comptables de transfert et les charges d'exploitation ont pu être régularisées en 2022.

### 1.3. LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

#### TRAVAUX D'INVESTISSEMENTS REALISES

	2019	2020	2021	2022	DOB 2023
Etude	6 376,70	1 820,00	-	17 266,35	91 000,00
Ouvrage	27 748,18	4 377,00	67 105,83		865 000,00
Réseaux	1 274 598,03	1 429 263,88	1 478 207,35	1 644 482,68	3 531 337,38
<b>Total</b>	<b>1 308 722,91</b>	<b>1 435 460,88</b>	<b>1 545 313,18</b>	<b>1 661 749,03</b>	<b>4 487 337,38</b>

### 1.4. LES RESULTATS

Le Résultat prévisionnel 2022 présente un excédent global de **: + 1.965.584,27 €**

Section de Fonctionnement **: + 861.886,14 €**

Section d'investissement **: +1.103.698,13 €**

## 2. LA STRUCTURE DU BUDGET ANNEXE EAU 2023

### SECTION DE FONCTIONNEMENT : DEPENSES ET RECETTES

RECETTES	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	DOB 2023
VENTE D'EAU AUX ABONNES	2 330 559	2 430 411	3 267 784	3 109 501	<b>3 300 000</b>
VENTE D'EAU AUTRES TERRITOIRES (GRIESHEIM ROSHEIM)	46 312	53 488	25 438	82 432	<b>54 400</b>
REDEVANCES AGENCE EAU	1 135 560	1 167 254	1 467 324	1 363 544	<b>1 420 000</b>
REPRISE PROVISION	-	-	60 000	-	<b>29 100</b>
TRAVAUX (branchement)	110 295	156 896	201 177	179 461	<b>200 000</b>
PRODUIT DIVERS	4 261	46 745	12 935	8 694	<b>8 000</b>
AUTRES VENTES D'EAU (prise d'eau temporaire)	949	1 279	9 084	8 109	<b>6 000</b>
SUBVENTION	9 118	-	-	-	-
PARTICIPATION	-	-	6 501	21 859	<b>6 600</b>
QUOTE-PART SUBVENTION	59 190	55 040	49 030	59 895	<b>50 000</b>
<b>TOTAL</b>	<b>3 696 244</b>	<b>3 911 114</b>	<b>5 099 273</b>	<b>4 833 495</b>	<b>5 074 100</b>

DEPENSES	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	DOB 2023
REDEVANCES AGENCE EAU	1 215 581	1 462 963	968 525	1 429 758	<b>1 453 000</b>
CHARGES DE GESTION (SDEA)	911 879	769 035	857 523	946 569	<b>1 165 570</b>
PROVISION	-	-	-	29 021	<b>10 000</b>
FRAIS DE PERSONNEL	78 520	62 997	73 408	68 365	<b>73 800</b>
FRAIS DE GESTION GENERALE	28 462	13 964	19 577	30 467	<b>38 500</b>
ADMISSION EN NON VALEUR	-	-	47 575	-	<b>29 100</b>
DEPENSES IMPREVUES	-	-	-	-	<b>70 000</b>
CHARGE EXCEPT. (TITRE ANNUL)	28 865	96 396	38 618	11 246	<b>41 300</b>
ACHAT D'EAU AUTRES TERRITOIRES (KRONTHAL - EMS)	1 495	1 334	-	149 548	<b>300 000</b>
AMORTISSEMENTS	915 156	942 967	982 578	1 306 634	<b>1 500 000</b>
<b>TOTAL</b>	<b>3 179 958</b>	<b>3 349 656</b>	<b>2 987 804</b>	<b>3 971 609</b>	<b>4 681 270</b>

<b>SOLDE</b>	<b>516 286</b>	<b>561 458</b>	<b>2 111 469</b>	<b>861 886</b>	<b>392 830</b>
--------------	----------------	----------------	------------------	----------------	----------------

### SECTION DE D'INVESTISSEMENT : DEPENSES ET RECETTES

RECETTES	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	DOB 2023
TRANSFERT DU FONCTIONN.				2 111 469	392 830
AFFECTATION RESULTATS	301 652	517 865	561 458		1 965 584
AMORTISSEMENTS	915 156	942 967	982 578	1 306 634	1 500 000
<b>TOTAL</b>	<b>1 216 807</b>	<b>1 460 832</b>	<b>1 544 036</b>	<b>3 418 102</b>	<b>3 858 414</b>

DEPENSES	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	DOB 2023
BESOIN DE FINANCEMENT REPORTE	613 838	720 594	689 800	592 760	-
CAPITAL DE LA DETTE (régul)	-	-	-	-	-
OPERATION D'ORDRE	59 190	55 040	49 030	59 895	50 000
<b>TOTAL</b>	<b>673 029</b>	<b>775 634</b>	<b>738 829</b>	<b>652 655</b>	<b>50 000</b>

<b>SOLDE avant emprunt et hors subventions</b>	<b>543 778</b>	<b>685 198</b>	<b>805 207</b>	<b>2 765 447</b>	<b>3 808 414</b>
--	----------------	----------------	----------------	------------------	------------------

	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	DOB 2023
<b>CREDITS DISPONIBLES</b>	<b>543 778</b>	<b>685 198</b>	<b>805 207</b>	<b>2 765 447</b>	<b>3 808 414</b>
TRAVAUX	- 1 308 723	- 1 435 461	- 1 545 313	- 1 661 749	- 4 136 000
RESTE A REALISER	-	-	-	-	- 351 337
DEPENSES IMPREVUES	-	-	-	-	- 50 000
PARTICIPATIONS ATTENDUES	44 351	17 553	147 346	-	76 914
<b>TOTAL</b>	<b>- 1 264 372</b>	<b>- 1 417 908</b>	<b>- 1 397 967</b>	<b>- 1 661 749</b>	<b>- 4 460 423</b>
soit					
<b>BESOIN DE FINANCEMENT</b>	<b>720 594</b>	<b>732 710</b>	<b>592 760</b>	<b>- 1 103 698</b>	<b>652 009</b>
ou					
<b>TAUX D'EXECUTION ALEATOIRE</b>					<b>85,38%</b>

### 3. PROJECTION PREVISIONNELLE 2023-2026

#### 3.1. PROGRAMME PREVISIONNEL DES TRAVAUX 2023-2026 : PLUS DE 21 180 000 €

<b>TOTAL TRAVAUX 2023</b>	:	<b>4 487 337,38 €</b>
Restes à réaliser 2022	:	351 337,38 €
Report 2022 travaux non démarrés	:	745 000,00 €
Frais d'études	:	91 000,00 €
Nouvelles Opérations 2023	:	2 435 000,00 €
Travaux SDEA –branchement/réseaux	:	865 000,00 €

**PREVISIONNEL PATRIMONIAL 2024-2026** : **6 000 000,00 €**

Maintien en bon état du parc OUVRAGES et renouvellement de 1% des réseaux par an, soit 3 500 ml de tuyau neuf par an

**AUTRES TRAVAUX A PREVOIR** : **10 700 000,00 €**

#### 3.2. LES TARIFS

Les tarifs de l'eau ont fait l'objet d'un réajustement en 2020 : augmentation des tarifs en compensation de la diminution de la part assainissement.

- Pour 2021 : poursuite de la hausse des tarifs conformément à la trajectoire fixée lors des orientations 2020.  
: lissage sur 10 ans des tarifs pour les communes intégrées au 1<sup>er</sup> janvier 2021
- Pour 2022 : poursuite de la hausse des tarifs conformément à la trajectoire fixée lors des orientations 2020.  
: 2<sup>ème</sup> année d'uniformisation des Tarifs.
- Pour 2023 : poursuite de la hausse des tarifs conformément à la trajectoire fixée lors des orientations 2020.  
: 3<sup>ème</sup> année d'uniformisation des Tarifs.

Tarifs CC
<ul style="list-style-type: none"> <li>•Part variable : 1,22 € HT/m<sup>3</sup></li> <li>•Part fixe : 54,64 € HT</li> <li>•Prix au m<sup>3</sup> de la part eau : 1,68 € HT (pour une consommation moyenne de 120 m<sup>3</sup>)</li> <li>•soit Prix au m<sup>3</sup> : <b>3,43 € HT (pour une consommation moyenne de 120 m<sup>3</sup>) pour la facture globale</b></li> </ul>

Tarifs Intégration Bruche Scheer : Ernolsheim-Bruche, Duppigheim et Duttlenheim
<ul style="list-style-type: none"> <li>•Part variable : 0,81 € HT/m<sup>3</sup></li> <li>•Part fixe : 42,22 € HT</li> <li>•Prix au m<sup>3</sup> de la part eau : 1,16 € HT (pour une consommation moyenne de 120 m<sup>3</sup>)</li> <li>•soit Prix au m<sup>3</sup> : <b>2,92 € HT (pour une consommation moyenne de 120 m<sup>3</sup>) pour la facture globale</b></li> </ul>

## CONCLUSION

Le Budget Eau présente une situation saine, qui structurellement progresse :

- Hors résultat reporté, la capacité d'investissement s'élève à **1.842.830 €** ;
- Grace à une gestion volontaire, nous avons zéro dette ;
- Nos réseaux sont dans un état globalement correct et nos installations de traitement et pompage sont de bonne qualité ;
- Les besoins d'investissement sont supérieurs à nos capacités, ce qui nécessitera comme chaque année des arbitrages ;
- En augmentant les tarifs annuellement et modérément, nous arriverons à maintenir une gestion équilibrée sans pénaliser nos concitoyens ;
- Les charges de gestion vont cependant s'alourdir en raison de la crise actuelle et de l'augmentation prévisionnelle des contributions au SDEA de l'ordre de 6 %.

Dans ce contexte, il a été décidé pour 2023 d'augmenter les tarifs de l'eau de l'ordre de 7,50 % pondérés par le maintien des tarifs de l'assainissement ; soit une augmentation de 3,50 % sur la facture globale.

Si l'objectif d'unification de l'eau sur le territoire de la CCRMM est aujourd'hui atteint, cette année est la 3<sup>ème</sup> année d'uniformisation des tarifs de l'eau avec les communes d'Ernolsheim-Bruche, Duppigheim et Duttlenheim.

## E. BUDGET ANNEXE DECHETS MENAGERS

TAXE PERCUE PAR L'EPCI EN LIEU ET PLACE DU SELECT'OM

Le taux est voté par le Select'om. Le budget est constitué d'une « entrée – sortie » en terme de dépenses et recettes.

MONTANT DE LA TEOM ENCAISSEE ET REVERSEE :

2015 : 2 730 678 € TAUX : 7,69 VOTE

2016 : 2 682 572 € TAUX : 7,54 VOTE

2017 : 2 643 540 € TAUX : 7,54 VOTE

2018 : 2 425 293 € TAUX : 7,54 VOTE

2019 : 2 499 995 € TAUX : 7,00 VOTE

2020 : 2 474 698 € TAUX : 6,80 VOTE

2021 : 2 527 377 € TAUX : 6,80 VOTE

2022 : 2 651 407 € ENCAISSEES / 2 426 663 REVERSESE TAUX : 6,80 VOTE

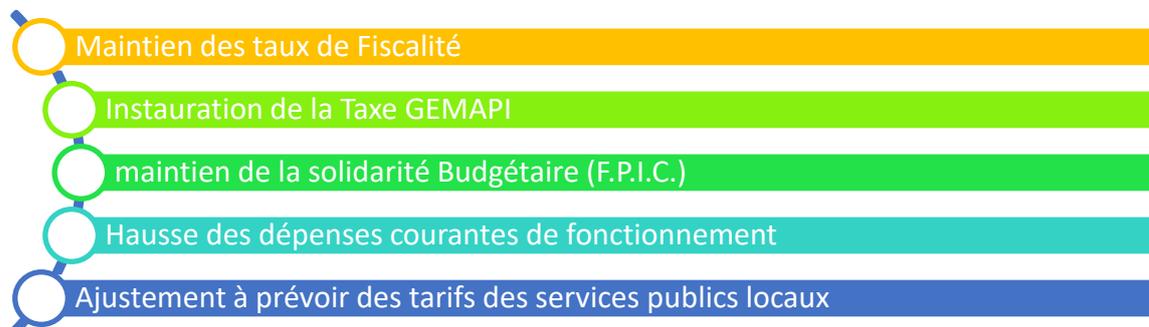
↳ SOIT UN EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT EXCEPTIONNEL DE 224 744 € AU TITRE AU SOLDE A REVERSER EN 2023

2023 : 2 700 000 € ESTIMEES - TAUX : 6,80 PREVISIONNEL

↳ SOIT 2 924 744 € REVERSEES AU TITRE DE LA REGULARISATION 2022.

### III. PERSPECTIVE D'EVOLUTION FINANCIERE

#### A. LES ORIENTATIONS 2023



- Piscines
- Taxe de séjour
- Transport à la demande
- Aires d'Accueil des Gens du Voyage
- Bornes de Recharge pour véhicules électriques

#### B. PROGRAMMATION DES INVESTISSEMENTS 2023-2026

##### Projets récurrents

- ➔ Piscines : travaux d'entretien courant
- ➔ Aires d'Accueil des Gens du Voyage : travaux d'entretien et de remise en état
- ➔ Installation des bornes de recharge électrique
- ➔ Développement du réseau de pistes cyclables
- ➔ Aménagement des cours d'eau
- ➔ Développement du SIG (2021-2023 : Numérisation du réseau d'éclairage public) - fin
- ➔ Informatique Téléphonie Réseaux : Acquisition nouveaux équipements
- ➔ Maintien des équipements de la Banque de Matériel Intercommunale
- ➔ Equipement du Relais Petite Enfance
- ➔ Administration générale : Equipement et travaux d'entretien courant

##### Projets 2023 – 2026 :

- ➔ Piscine de plein air – Pataugeoire : 220 000 € TTC
- ➔ Construction Nouvelle Piscine de MUTZIG : 23 000 000 € TTC
- ➔ Création de nouvelles pistes cyclables : 9 500 000 € TTC
- ➔ Fort de MUTZIG : Achat et travaux : 3 000 000 € TTC
- ➔ Réhabilitation des digues de protection des crues  
En attente des études de danger : 1 500 000 € TTC
- ➔ Actions Plan Climat – Energie 18 : 500 000 € TTC / par an
- ➔ Aires d'Accueil des Gens du Voyage – Travaux de réhabilitation : 220 000 € TTC

##### Projets en Attente :

- ➔ Aires d'accueil des gens du voyage : transformation  
de l'aire de Mutzig en terrain familial : 1 600 000 € - 2 800 000 TTC ?

## C. PROJECTION PLURIANNUELLE 2023 – 2026

Le Solde Prévisionnel de l'exercice 2023 est estimé à +7.625.800 €

- Depuis le début du mandat nous avons pris des décisions fortes qui pèsent sur notre équilibre budgétaire;
  - Politique Eaux Pluviales (de 550 000 € à 750 000 €) + 200 000 €
  - F P I C (de 398 990 € à 863 219 €) + 465 000 €
  - Création de poste – Mutualisation-Développement durable + 41 000 €
  - Volonté de mettre 500 000 € / an : Energie 18 + 500 000 €
  - Subvention VAE + sécurité à vélo + 85 000 €
  - Participation au SMOB + 70 000 €
  - **TOTAL** **1 361 000 €**

Accroître les dépenses de fonctionnement, c'est réduire notre capacité d'investissement.

- Cette année le **FORT DE MUTZIG** après 10 ans d'effort sera acheté ;
  - la 1<sup>ère</sup> opération sera de déconnecter la partie historique acquise du site militaire (eau – assainissement – électricité – fibre)
  - la réflexion sur l'aménagement du fort pourra dès lors démarrer
- Le dossier de la **NOUVELLE PISCINE** avance avec une étape essentielle :
  - le choix de l'architecte
    - ↳ la question énergétique reste une interrogation du projet
- La politique des **PISTES CYCLABLES** progresse ;
  - Il n'y a aucune réticence à faire des pistes, mais il appartient aux municipalités de faire le travail pour avancer sur la disponibilité foncière.
  - Notre cible est de construire un réseau complet qui desservira toutes les communes
- ENERGIE 18** :
  - Très vite nous allons choisir l'action prioritaire
  - Mais notre difficulté est aujourd'hui celui des ressources humaines
- MUTUALISATION** :  
BANQUE DE MATERIEL INTERCOMMUNALE : nous souhaitons renforcer les équipements les plus sollicités (bancs, tables, tonnelles..)  
ACTIONS DE MUTUALISATION : nous avons la volonté de renforcer graduellement la mutualisation des achats
- DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE** :  
ZA ATRIUM : Achat de terrain / lancement de la DUP  
ZA ACTIVEUM : Extension de 10 hectares, création de la voirie et installation de nouvelles entreprises
- EAU**
  - Rénovation des réseaux dont les taux de renouvellement restent insuffisants
  - Garder à l'esprit la question de la qualité de la ressource
- ASSAINISSEMENT**
  - Rattachement des communes d'Oberhaslach et Niederhaslach
  - Entretien et modernisation de nos équipements
  - Gagner en expérience sur la gestion des eaux pluviales urbaines
- GENS DU VOYAGE**
  - Création d'un budget annexe

- Réfection de l'Aire d'Accueil des Gens du Voyage de Molsheim
- Attente de la position de l'Etat sur l'Aire d'Accueil des Gens du Voyage de Mutzig

## **11. DIGUES**

- L'évolution réglementaire nous oblige à réfléchir sur la gestion et la surveillance des systèmes d'endiguement (30 km de digue)

## **CONCLUSION**

Il faut aussi et en permanence s'adapter à un contexte juridique et financier mouvant et qui constitue une contrainte significative.

La part du budget sur laquelle les élus ont la liberté de taux se réduit, mais nous maintenons notre politique de non augmentation des taux pour le 18<sup>ème</sup> budget d'affilé.

La trésorerie de la CCRMM est liée à une épargne pour porter de gros dossiers que nous cherchons à autofinancer.

Si des besoins devaient s'en faire sentir, pour le financement des projets structurels, le recours à l'emprunt est naturellement possible.

La révision de nos tarifs devra être décidée.

**LE BUDGET 2023 EST ENCORE UN BUDGET SEREIN MAIS DONT  
LES STRUCTURES SE MODIFIENT RAPIDEMENT**

## D. PERSPECTIVES

### PERSPECTIVE BUDGET PRINCIPAL

#### Un Budget de préparation des dossiers majeurs

*Un budget de solidarité envers les communes*

*Un budget qui accompagne les évolutions structurelles de la CC*

*Un budget impacté par les effets du contexte économique, de la hausse des coûts de l'énergie et des décisions gouvernementales*

### PERSPECTIVE BUDGET : AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE

#### Un objectif de réduction des charges de fonctionnement

### PERSPECTIVE BUDGETS : EAU ET ASSAINISSEMENT

#### Budget Eau

- Un budget a la capacité d'investissement encore trop modeste

#### Budget Assainissement

- Un budget dont la partie assainissement pluvial s'adapte et se renforce année après année

Une volonté d'assurer un service de qualité à l'ensemble de nos concitoyens

Un objectif d'unification complète de l'eau et de l'assainissement sur le territoire

La politique d'infiltration des eaux pluviales devient une réalité sur notre territoire

Une attention particulière doit être portée dans les années à venir sur la qualité de la ressource en eau

### PERSPECTIVE ZONES D'ACTIVITES

Investir pour préparer l'avenir

Installer des entreprises pour régénérer notre tissu économique

Et pour accroître nos recettes fiscales

**Acte à classer**

ROB-2023

<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>
En préparation	En attente retour Préfecture	> AR reçu <	Classé

Identifiant FAST : ASCL\_2\_2023-03-16T10-33-35.00 ( MI243796654 )

Identifiant unique de l'acte : 067-246701064-20230316-ROB-2023-BF ( [Voir l'accusé de réception associé](#) )

Objet de l'acte : RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2023

Date de décision : 16/03/2023



Nature de l'acte : Documents budgétaires et financiers

Matière de l'acte : 7. Finances locales  
7.10. DiversIdentifiant unique de l'acte antérieur  
:Acte : [RAPPORT OB CC 2023 FAST.PDF](#) Multicanal : Non

Classer

Annuler

Préparé

Transmis

Accusé de réception

Date 16/03/23 à 10:33

Date 16/03/23 à 10:33

Date 16/03/23 à 10:44

Par [WILBERT Nathalie](#)Par [WILBERT Nathalie](#)